



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2727
6 novembre 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Trump ou Biden, c'est Wall Street qui gagne !



KEYSTONE

Reconfinement
**Carte blanche
au grand
patronat**

Page 3

Rentrée scolaire
**Mécontentement
et colère
s'expriment**

Pages 5 et 6

Hôpitaux
**Sans moyens
face à la deuxième
vague**

Pages 12 et 13

Leur société

- Reconfinement : carte blanche au grand patronat **3**
- Petits commerçants et artisans : victimes du grand capital **3**
- Attentats : crimes abjects, instrumentalisation dangereuse **4**
- Castex : nostalgique des colonies **4**
- Violences policières : l'État condamné **4**
- Blanquer et la jeunesse : valeurs patriotiques, non merci **5**
- Macron à Al-Jazeera : colonialiste il reste **5**
- Rentrée scolaire : mécontentement et colère **6**
- Chômage : une catastrophe sociale en marche **7**
- Chômage partiel de longue durée : faux semblants et réalités **7**
- Aide alimentaire : ça ne suffira pas **7**
- Eure-et-Loir : misère en hausse **7**
- BNP Paribas : crise et spéculation, les mamelles de la finance **16**
- Loup gris : une dissolution en trompe l'œil **16**
- Dépakine : Sanofi pas près de payer **16**

Dans le monde

- États-Unis : l'élection présidentielle et ce qu'elle traduit **8**
- La crise et ses répercussions politiques **9**
- Crise pétrolière : les emplois consumés **9**
- Pologne : les femmes en lutte **10**
- Algérie : référendum, un camouflet pour le pouvoir **10**
- 8 novembre 1917 : le pouvoir ouvrier en Russie **10**
- Côte d'Ivoire : les fauteurs de guerre civile **11**
- Mali : intervention militaire sans issue **11**

Dans les entreprises

- Macron, Véran : les Pinocchio de l'hôpital **12**
- PSA - Poissy **12**
- Hôpital Pitié-Salpêtrière Paris **13**
- Indre-et-Loire : vaccin antigrippal, une pénurie choquante **13**
- Nokia **14**
- Sodexo, Elior, Celio, Gap **14**
- SNCF - Austerlitz **14**
- Carrefour-Bio c'Bon **15**

Nos lecteurs écrivent

- Clusters au travail **12**
- Lidl **15**

Trump ou Biden, c'est Wall Street qui gagne

Trump, ce magnat de l'immobilier et vedette de la télé-réalité, s'est comporté pendant quatre ans comme le défenseur le plus zélé de la classe capitaliste. Il a baissé les impôts des plus riches et, sous couvert de protectionnisme, a multiplié les cadeaux aux Tesla, Amazon et autres Google. Depuis le Covid, l'État a pratiqué le guichet ouvert pour les firmes en difficulté. Wall Street a retrouvé ses niveaux de février, alors que toute une partie de la population s'enfonce dans le chômage, la pauvreté, et dépend de l'aide alimentaire.

Les États-Unis sont le pays le plus puissant au monde, le symbole même du capitalisme moderne. C'est un des berceaux des recherches médicales et des technologies les plus avancées, des laboratoires les plus novateurs et des universités les plus renommées. Pourtant, l'espérance de vie y recule. C'est le tribut payé par la population aux profits des assureurs privés et de l'industrie médicale et pharmaceutique. Trump a minimisé la gravité du virus, s'opposant à tout confinement et allant jusqu'à conseiller l'eau de Javel pour se protéger! Résultat: les États-Unis sont le pays qui compte le plus de victimes de la pandémie. À New York, on a même enterré les morts dans des fosses communes. Les ouvriers des abattoirs et de l'agriculture, les travailleurs de la santé et des transports, les auxiliaires de vie, les Noirs, les Hispaniques, les migrants, les pauvres, en somme le gros de la classe ouvrière, ont été particulièrement frappés.

Trump a exacerbé la haine raciale, les préjugés crasses, les idées réactionnaires. Contre les manifestants antiracistes, il a appelé à l'usage de la force. Contre les femmes qui veulent disposer librement de leur corps, ce misogynne a nommé des juges susceptibles de remettre en cause le droit à l'avortement.

Cependant, même si son concurrent, Joe Biden, sortait finalement vainqueur du scrutin, les choses ne changeraient pas pour les travailleurs du pays, ni pour tous ceux qui, à travers le monde, subissent la domination de l'impérialisme américain. Biden a derrière lui un demi-siècle de services bons et loyaux envers le Big Business, comme sénateur puis vice-président d'Obama. Il

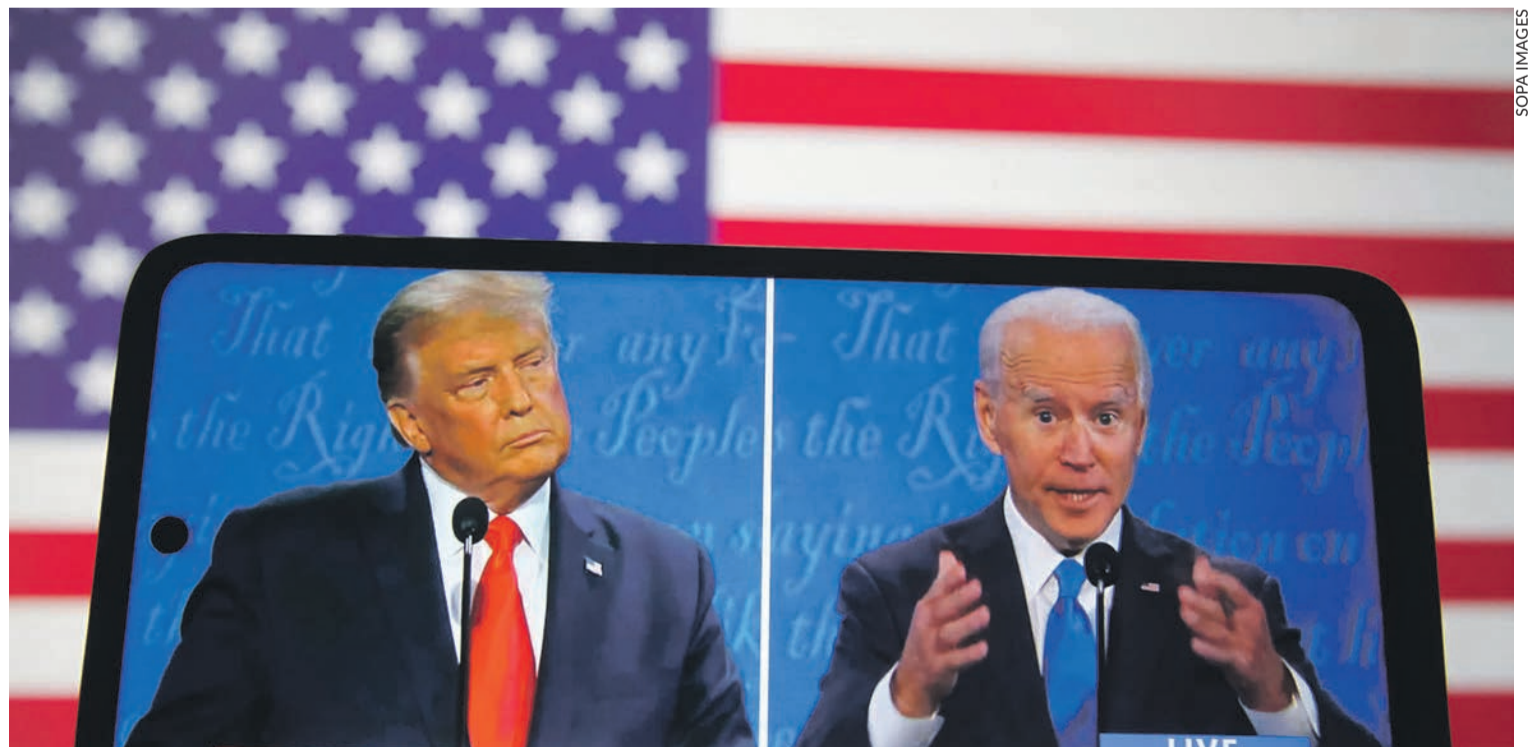
n'est pas étonnant qu'il ait même devancé Trump pour les dons faits à sa campagne par les grands capitalistes. Un Biden est sans doute moins grossier et stupide, mais il défendrait tout autant les plus riches contre les plus pauvres.

Ce scrutin s'est déroulé dans un climat tendu. Après le meurtre de George Floyd par un policier à Minneapolis en mai dernier, des millions d'Américains se sont mobilisés contre le racisme et les violences policières qui gangrènent le pays depuis qu'il s'est construit sur les violences de l'esclavage et de la ségrégation.

Cette mobilisation est salutaire. Mais des milices d'extrême droite se sont aussi manifestées, encouragées par Trump. Elles n'avaient sans doute jamais disparu, mais récemment un milicien a tué plusieurs manifestants antiracistes, d'autres ont voulu kidnapper une gouverneure, d'autres encore ont paradé en armes. Si Trump perdait, ces suprémacistes blancs pourraient chercher à se venger, par exemple sur les Noirs, comme au sale temps de la ségrégation. Et, quelle que soit l'issue du scrutin, ils représentent un danger pour la classe ouvrière.

Les États-Unis sont un miroir de notre monde. La crise qui y sévit frappe aussi les travailleurs ici. Ici aussi, la détresse sociale produit ses relents obscurantistes, xénophobes et racistes, et son cortège de violences. En France même, des politiciens attisent la xénophobie, la haine des étrangers ou des musulmans. En France même, des militants d'extrême droite, comme ceux qui ont paradé à Nice après l'atroce attentat dans une église, attendent leur heure. Ce qui se joue là-bas se joue aussi ici.

Par le passé, la jeunesse et les travailleurs des États-Unis ont pu être un phare, comme dans les années 1960, avec la contestation de la guerre du Vietnam et la révolte des Noirs, qui inspirèrent des luttes dans le monde entier. Alors espérons que les travailleurs de la première puissance mondiale ne se laissent pas enfoncez dans la crise, la misère et les divisions. Espérons qu'ils retrouvent le chemin de la lutte de classe, contre les capitalistes américains et leurs serviteurs à la Trump et à la Biden.



Reconfinement: **carte blanche au grand patronat**

La deuxième vague de l'épidémie de Covid-19 a obligé le gouvernement à annoncer en catastrophe le deuxième confinement alors que les spécialistes de son propre conseil scientifique le mettaient en garde depuis des semaines. En réalité, le pouvoir était focalisé avant tout sur une chose: permettre aux entreprises de produire sans entraves.



La situation sanitaire est plus grave qu'au début du premier confinement. Tous ceux qui sont en première ligne dans les hôpitaux en témoignent. Dans certains hôpitaux déjà, des malades n'ont pas pu être soignés en service de réanimation, parce qu'il n'y avait plus de place à cause de l'afflux de malades du Covid-19. Certains en sont déjà morts.

Mais, dans bien des entreprises, la plupart des protocoles sanitaires un peu stricts mis en place à la reprise du travail au printemps ont été oubliés. Quand il y a eu des cas de travailleurs atteints par le Covid-19, ils ont été minimisés, voire cachés, même à ceux qui travaillaient à côté d'eux et devaient être considérés comme cas contacts. Malgré l'annonce du reconfinement, strictement rien n'a changé sur ce point.

Produire en empêchant le virus de circuler nécessiterait de prendre des

précautions, et souvent de ralentir les opérations de production. Mais cela irait directement à l'encontre des pressions sur les cadences et de la recherche de productivité. Or dans plusieurs secteurs, comme dans l'automobile, chez les sous-traitants, dans la distribution ou la logistique la production est importante. Des heures supplémentaires et des jours de week-end travaillés sont souvent imposés. Alors, en guise de protocole sanitaire, il suffit que les travailleurs portent un masque et tout est permis, avec l'aval des autorités.

Dans certaines usines, les mesures sanitaires prises contre le virus, ou ce qu'il en reste, servent surtout à faire pression sur les travailleurs. Au nom des mesures sanitaires, la pause du repas est réduite; dans les bureaux, on ne peut plus rester discuter à la machine à café et on doit immédiatement retourner travailler à

sa place.

Le laisser-aller de ce second confinement et l'absence quasi totale de contraintes imposées sont évidents. La crise économique a rendu la guerre commerciale encore plus vive et acharnée, et les grandes entreprises sont sur les dents pour maintenir leurs parts de marché et leurs profits. Le gouvernement, attentif à leurs désirs, s'en est complètement remis à leurs initiatives pour gérer les problèmes sanitaires et a minimisé le risque d'un retour de l'épidémie, jusqu'à ce que celle-ci devienne incontrôlable et ne lui laisse plus d'autre choix que de reconfiner.

Mais cette politique-là, faite d'une série d'improvisations, n'empêchera ni le coronavirus de se propager, ni la crise économique de s'approfondir.

Pierre Royan

Petits commerçants et artisans : **victimes du grand capital**

Le Premier ministre Castex, a annoncé que les grandes surfaces devraient fermer leurs rayons de produits non essentiels à partir du mercredi 4 novembre.

Après l'injonction gouvernementale de fermer boutique en raison du second confinement, il fait mine de faire une concession à la colère des petits commerçants des secteurs non alimentaires, relayée par des élus locaux, non sans arrière-pensées politiques pour certains. Cette limitation de vente dans les grandes surfaces est un piètre lot de consolation, car les petites boutiques resteront fermées. Les consommateurs pourront en outre se tourner vers le e-commerce, notamment Amazon, qui annonce le triplement de son bénéfice au troisième trimestre, qui s'élève à 5,4 milliards d'euros.

Pour tenter de limiter les conséquences de sa propre incurie, le gouvernement

impose au petit commerce non alimentaire de fermer boutique, comme il impose aux salariés d'aller travailler coûte que coûte, puis de rentrer se confiner en leur interdisant toute vie sociale, ou de rester confinés en télétravail. Aucune restriction ni contrainte n'est imposée aux grandes entreprises pour que la machine à profit continue de fonctionner. À juste titre, les libraires, les fleuristes, les coiffeurs ont protesté à leur manière.

Les quelque 450 000 commerces de proximité sont dans des situations financières variées. Certains sont très à l'aise, d'autres vivent chichement de leur travail ou sont sur le fil du rasoir, même en dehors de toute crise. Beaucoup d'entre eux



jouent leur survie après le premier confinement, alors que la crise économique, la montée du chômage et de la misère ne peuvent que compromettre la consommation, en particulier dans les villes et les quartiers populaires.

Pour justifier le choix de laisser fermés les petits commerces, le gouvernement a présenté la fermeture de certains rayons dans les grandes surfaces comme une mesure d'équité

contre la concurrence déloyale. Mais les petits commerçants ne jouent pas à armes égales avec les Carrefour, les Auchan, ou les géants du e-commerce. Les choix du gouvernement face à la reprise de la pandémie démontrent justement qu'ils ne pèsent guère dans la balance.

Le ministre de l'Économie et celui chargé des petites entreprises verseront les larmes d'usage quand les faillites viendront,

mais l'État défend les intérêts des gros capitalistes et leur destine la plus grosse part des aides censées sauver l'économie et la petite entreprise. L'activité des petits commerçants est certes étouffée par le Covid-19, mais ils sont surtout étranglés par le système capitaliste et l'État à son service. Dans la lutte contre ce système injuste, ils devraient devenir les alliés de la classe ouvrière.

Boris Savin

Sil rouge

L'agio saigne le malheureux

Le décret sur le plafonnement des frais bancaires pour les surendettés ou pour ceux qui sont inscrits au fichier de la Banque de France pendant trois mois consécutifs pour chèque

en blanc, etc., a été publié. Désormais, les banques ne pourront plus ponctionner que 25 ou 20 euros par mois au maximum. C'est mieux que les agios astronomiques qu'elles pouvaient imposer mais, quand on est dans le rouge à cause du chômage et des bas salaires, chaque euro compte. Pour les banques, les pauvres, ça doit rapporter coûte que coûte.

Le gaz explose

Les tarifs réglementés du gaz appliqués par Engie (ex-Gaz de France) augmentent globalement de 1,6% au 1^{er} novembre. Déjà au 1^{er} octobre ils avaient augmenté de 4,7%. La facture est salée pour les familles qui se chauffent au gaz.

Engie a réalisé 2,7 milliards de profits en 2019 et a augmenté de 7% les

dividendes versés aux actionnaires. Oui, vraiment, ça gaze pour eux.

C'est un choix

Les propriétaires qui renonceront à au moins un mois de loyer pour des entreprises, ou des commerces en difficulté, bénéficieront d'un crédit d'impôt. Tant mieux si des petits commerçants ou des artisans en

profitent, mais c'est surtout une bonne nouvelle pour les gros bailleurs, dont les loyers seront de fait pris en charge en partie par l'État.

Les centaines de milliers de salariés en chômage partiel, de travailleurs intérimaires en fin de mission ou d'autoentrepreneurs sans activité devront, eux, payer leur loyer.

Attentats : crimes abjects, instrumentalisation dangereuse

Quinze jours après l'exécution de Samuel Paty et un peu plus d'un mois après l'attaque devant les anciens locaux de *Charlie Hebdo*, trois personnes ont été tuées le 29 octobre dans une église à Nice.

L'auteur du massacre à l'arme blanche est un jeune Tunisien, arrivé à Nice deux jours avant de passer à l'action, après être passé par l'Italie.

Avec cette nouvelle tragédie, un tour supplémentaire a été donné à un engrenage d'amalgames et de divisions au sein de la population et des travailleurs.

L'extrême droite islamiste et les crimes qu'elle inspire constituent bien sûr un des rouages de cette mécanique infernale. En creusant un fossé entre musulmans et non-musulmans, elle veut imposer une dictature à ceux-là mêmes qu'elle prétend représenter et défendre. Tout autant

zélés pour creuser le fossé, mais depuis l'autre bord, les politiciens de droite et d'extrême droite profitent du crime de Nice et de la trajectoire de son auteur pour redoubler de démagogie et jeter la suspicion sur tous les musulmans, voire tous les migrants.

Les Républicains et le Rassemblement national, pour des objectifs électoraux évidents, se distinguent à peine dans la surenchère. Ils appellent à un état d'exception, à un régime de guerre, Marine Le Pen proclamant à la télévision qu'il ne faut plus avoir peur d'être traité d'islamophobe, ce qui revient à s'en revendiquer.



Hommage à Samuel Paty le 18 octobre 2020 à Paris.

Quant au gouvernement, il continue de creuser dans la même veine antimusulmane et anti-immigrée. Avant les attaques de ces dernières semaines, Macron a choisi de jeter la suspicion sur les musulmans en parlant de séparatisme. Le gouvernement a renforcé le plan Vigipirate, déployant plusieurs centaines de soldats supplémentaires dans les grandes villes, ce qui rassure peut-être une partie de la population. Mais aucun moyen policier et militaire ne peut garantir la sécurité face à des attaques imprévisibles. Ces moyens répressifs, dont la droite et l'extrême droite

réclament le durcissement, au-delà même de « l'État de droit », pourraient par contre servir à faire taire toute contestation.

Désormais, à la démagogie gouvernementale s'ajoutent les aboiements venant de droite et d'extrême droite, formant un cocktail explosif. Dans cette atmosphère pesante, des groupuscules fascistes agissant au nom de la nation, du christianisme ou des deux à la fois se sont manifestés dans plusieurs villes. Ces groupes sont certes très minoritaires, mais ne peuvent que se sentir encouragés par les propos du gouvernement comme par les surenchères

des politiciens de droite et d'extrême droite.

Qu'ils proviennent des réactionnaires français ou islamistes, les courants fascistes ont tout intérêt à creuser le fossé dans la population, à diviser les travailleurs, car leur objectif est de réduire toute contestation au silence, d'imposer leur ordre moral, tout en préservant l'ordre social capitaliste.

C'est contre ce danger mortel pour toute la classe ouvrière que les travailleurs doivent s'armer, dans leurs têtes pour commencer, en opposant à ces divisions leurs objectifs communs.

Boris Savin

Castex : nostalgique des colonies

« Je veux dénoncer les compromissions qu'il y a eu pendant trop d'années, les justifications à cet islamisme radical : nous devrions nous autoflageller, regretter la colonisation, je ne sais quoi encore ! »

Voilà les propos que Castex a tenus dimanche 1^{er} novembre au journal de 20 heures de TF1.

À entendre le Premier ministre, l'islamisme radical, celui qui n'hésite pas à recourir aux assassinats, trouverait des justifications dans la critique de la colonisation faite ces dernières années par différents politiciens, y compris dans certaines déclarations de Macron. Alors qu'il n'était encore que candidat à la présidence, celui-ci avait en effet qualifié la colonisation de « vraie barbarie » et de « crime contre l'humanité. » Il est vrai que cela ne lui coûtait rien.

En revanche, il y a aussi parmi la droite et l'extrême droite une tradition solidement ancrée de regretter le temps des colonies et de présenter leur conquête comme une œuvre de civilisation. Sarkozy était même allé jusqu'à faire inscrire en 2005 dans les programmes scolaires « le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord », avant que cette phrase ne soit retirée l'année suivante. Avec un million d'Algériens massacrés lors de la guerre menée par



Un administrateur colonial français en tournée au Congo en 1905.

l'armée française parce qu'ils réclamaient leur indépendance, en quoi la France a-t-elle joué un « rôle positif » ? Quant à Darmanin, avant qu'il ne quitte Les Républicains pour se rallier à Macron, il fustigeait ce dernier en 2017 pour avoir « insulté la France » en

dénonçant le colonialisme. Et, sans surprise, Marine Le Pen, en digne fille de son père, est fidèle au même registre à connotation raciste.

Par ses propos, Castex se situe donc dans la lignée d'une certaine droite et extrême droite, et de tous ces nostalgiques de l'époque où

la France tirait sa prétendue grandeur de l'asservissement des peuples, du pillage de leurs richesses et des massacres commis dans les guerres menées contre ceux qui n'acceptaient pas de se soumettre et se levaient contre l'oppression.

Marianne Lamiral

Violences policières : l'État condamné

Mercredi 28 octobre, l'État a été condamné pour faute lourde à la suite de violences policières et de contrôles d'identité répétés et injustifiés.

Dix-sept jeunes, âgés de 12 à 18 ans au moment des faits, entre 2014 et 2016, portaient plainte contre onze policiers du 12^e arrondissement de Paris. Le tribunal a condamné les policiers pour des gifles, des coups au visage et sur

le corps, un étranglement. Les policiers conduisaient les jeunes au commissariat sans motif, pour contrôler leur identité, alors qu'ils la connaissaient parfaitement, après des contrôles répétés. Un jeune a été contrôlé pour avoir pris la

fuite à la vue des policiers, ce que le tribunal a considéré comme une circonstance insuffisante pour soupçonner qu'il avait commis un délit.

Certains faits dénoncés par les jeunes, comme des propos racistes ou des violences, n'ont pas été retenus par le tribunal, sous prétexte qu'ils n'avaient pas de preuves. Le caractère

discriminatoire de ces contrôles n'a pas non plus été retenu, bien que tous les plaignants soient des jeunes noirs ou arabes.

La difficulté de fournir les preuves des insultes racistes, prononcées sans autre témoin que les jeunes eux-mêmes, favorise sans doute ce genre de comportement des policiers, tellement fréquent qu'il

n'étonnera personne dans les quartiers populaires.

Pour une fois, l'État a été condamné, le comportement violent des policiers a été mis sur la place publique, et c'est tant mieux, même si ce n'est qu'une affaire parmi toutes celles où la police peut agir en toute impunité.

Hélène Comte

Blanquer et la jeunesse : valeurs patriotiques, non merci

L'enseignement des valeurs de la république comme rempart contre la montée de la barbarie, voilà ce que le gouvernement, tout comme l'ensemble de la classe politique, jusqu'aux syndicats, propose aux enseignants.

Ces derniers, à la recherche de la meilleure façon de s'adresser à leurs élèves lors de l'hommage à Samuel Paty et, pour certains, se demandant que faire au-delà, se sont ainsi retrouvés sommés de lire, avant la minute de silence, une lettre adressée aux instituteurs par Jean Jaurès en 1888. Alors jeune député radical et admirateur de Jules Ferry, il écrivait : « Vous tenez en vos mains l'intelligence et l'âme des enfants ; vous êtes responsables de la patrie. Les enfants qui vous sont confiés [...] sont Français et ils doivent connaître

la France. » Quelques vidéos étaient aussi proposées, dont celle où on pouvait voir et entendre le rappeur Abd al Malik lire le texte de la *Marseillaise*.

L'amour de la patrie est donc ce qui est censé ouvrir les esprits de la jeunesse scolarisée. Et Blanquer d'en appeler à la mobilisation des enseignants, nouveaux « hussards de la république », comme les désignait Jules Ferry dans les années 1880. Celui qui fut à l'initiative des lois rendant l'école obligatoire, laïque et gratuite voulait aussi transformer chaque écolier en

patriote, en futur soldat prêt à mourir pour la France.

L'école a certes quelque peu changé depuis les années 1880, mais sur le fond les objectifs que lui fixe la bourgeoisie sont restés les mêmes. Aujourd'hui, comme hier, les « valeurs de la république » qu'elle voudrait inculquer aux plus jeunes consistent à faire accepter la société telle qu'elle est, avec ses inégalités, ses injustices, à les former dans l'idée que riches et pauvres, exploités et exploités ont les mêmes intérêts. Tous devraient être unis derrière le drapeau français et respecter l'ordre bourgeois.

Or les jeunes des classes populaires se rendent bien évidemment compte que cette république n'est ni égalitaire ni fraternelle.

Ils voient leurs parents au chômage, ou qui travaillent pour des salaires ne permettant pas de vivre. Quant à ceux issus de famille immigrées, ils sont bien souvent en butte au racisme. Les attentats tels que celui qui a coûté la vie à Samuel Paty, commis par des intégristes islamistes, renforcent en retour le racisme et l'islamophobie.

L'école n'est pas un rempart, un îlot isolé. Elle reflète la société, les courants qui la traversent. La montée des courants d'extrême droite pèse aussi sur l'école : les courants intégristes islamistes, comme ceux représentés par le RN ou d'autres groupes moins connus qui défendent la même idéologie raciste et xénophobe.

La jeunesse, et en particulier celle des classes po-

pulaires, a bien sûr besoin d'avoir accès à la culture, et beaucoup n'ont guère d'autres moyens pour cela que l'école, ce qui la rend indispensable. Mais la jeunesse n'a pas besoin qu'on la trompe par des discours et une morale patriotiques. Elle a besoin de comprendre le monde qui l'entoure et de réfléchir aux moyens de changer de fond en comble une organisation sociale basée sur l'exploitation, qui enfonce la société dans la misère et la barbarie. L'idéal à défendre n'est pas patriotique, mais internationaliste. C'est à cette compréhension aussi que les enseignants doivent aider la jeunesse, même si ce n'est pas écrit dans les programmes scolaires.

Aline Rétesse

Macron à Al-Jazeera : colonialiste il reste

Macron a donné le 31 octobre une longue interview à la chaîne qatarie Al-Jazeera. Il voudrait tenter de désamorcer la colère d'une fraction de l'opinion des pays musulmans contre la France, son président, ses lois et la publication des caricatures de Mahomet.

Macron a repris l'argumentation habituelle sur la liberté de la presse, le fait que l'État et le gouvernement français ne cautionnent pas les caricatures, mais garantissent la liberté de publication. Il y a ajouté une explication de sa version de la laïcité. Il peut facilement dénoncer les manipulations des islamistes qui organisent les manifestations antifrançaises. En effet ces derniers ne reculent devant aucun mensonge ni aucune exagération pour attirer le chaland et se créer un auditoire. Mais il ne suffit pas de dénoncer une opération politique, encore faut-il comprendre pourquoi elle fonctionne, pourquoi les islamistes gagnent de l'influence à coups de diatribes contre l'Occident en général et contre la France en particulier.

Pour Macron, les islamistes utiliseraient des frustrations dues à la mémoire de la colonisation d'une part, aux difficultés de la jeunesse des cités d'autre part. Or, ajoute benoîtement le président, non seulement la France et lui-même condamnent désormais le passé colonial, mais son gouvernement a commencé à œuvrer pour

donner un avenir à la jeunesse. Et de conclure que tout devrait s'arranger entre gens de bonne volonté, entre ceux qui condamnent toute violence, ajoutant même que la France veut apporter son message de laïcité au Moyen et Proche-Orient et à l'Afrique.

Malheureusement, le message apporté par la France dans ces deux régions et dans bien d'autres, a été celui de l'expropriation par la force, de la mise en coupe réglée, du travail forcé, voire de la déportation des esclaves. Elle y ajoute, depuis les indépendances jusqu'à aujourd'hui, le soutien aux dictatures, le pillage par l'intermédiaire des grandes sociétés, les interventions militaires multiples, l'importation de main-d'œuvre au gré de ses besoins, la fermeture des frontières, suivie de noyades désormais. Après des siècles de violence sans phrase, alors que ses troupes stationnent en Afrique et au Proche-Orient, alors que ses diplomates et ses services soutiennent dans tous ces pays des bandes criminelles officielles ou non, le président français condamne... la violence !

La vérité est que l'impé-



Coolies déportés à Saïgon par l'administration coloniale.

rialisme mène une guerre permanente pour maintenir sa domination sur les pays asservis et que la France, ancienne puissance coloniale voulant tenir son rang, y prend une part importante. Dans cette guerre, les puissances occidentales se sont toujours appuyées sur les courants autochtones les plus réactionnaires, dont par exemple l'islam intégriste de

la monarchie saoudienne ou des guérillas antirusses d'Afghanistan. Cette guerre perdure et certaines de leurs créatures échappent parfois aux docteurs Frankenstein impérialistes, comme Ben Laden, ex-agent de la CIA et organisateur de l'attentat du 11 septembre à New York. Ces islamistes arrivent même à susciter des vocations dans la jeunesse des métropoles,

d'où les assassinats comme ceux de Conflans, du Bataclan, etc.

Face à cette réalité, le sirup laïque et démocratique de Macron serait simplement dérisoire s'il venait d'un naïf. Venant de l'héritier de la France coloniale et du représentant de la France impérialiste, c'est une injure de plus à la face des opprimés.

Paul Galois

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 211 (novembre 2020):

- Socialisme ou barbarie
- États-Unis : des élections en temps de crise
- États-Unis - Chine : une pression accrue
- Menaces de guerre
- Élections en Côte d'Ivoire
- Grande-Bretagne : fiasco sanitaire et régression sociale
- La chasse et les chasseurs

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,97 euro.

Rentrée scolaire : mécontentement et colère

Le vendredi 30 octobre, c'est-à-dire trois jours avant la rentrée scolaire, le ministre de l'Éducation nationale Blanquer annonçait une rentrée dans les établissements scolaires dès 8 heures pour tous. Les deux heures d'échanges entre enseignants, initialement prévues étaient ainsi supprimées.

Les enseignants étaient sommés de s'adapter et d'accueillir les élèves sans avoir eu le temps de discuter des conséquences politiques de l'assassinat de Samuel Paty, survenu la veille des vacances scolaires, ni de la façon d'aborder les

choses avec les élèves dans les classes. Restait inchangée l'heure prévue pour la minute de silence, qui devait par contre être « *strictement* » respectée. Cette volte-face a fait partout réagir, aucune des raisons invoquées par Blanquer

pour la justifier n'ayant convaincu. Dans certains établissements scolaires, la grève a été décidée dès le lundi 2 novembre. Dans d'autres, les enseignants ont pris d'office le temps pour discuter, malgré l'interdit ministériel.

À la colère provoquée par une décision montrant la volonté du gouvernement d'obliger tout le monde à être aux ordres, s'est ajoutée l'exaspération devant l'absence de moyens permettant

d'assurer une rentrée dans de bonnes conditions sanitaires. Le gouvernement a annoncé en effet un protocole « *renforcé* ». Mais aucune mesure concrète n'a été prise en amont : même nombre d'élèves dans les classes, jusqu'à 35 dans des salles parfois exigües, même nombre d'enseignants, et donc impossibilité souvent de créer de petits groupes, pas de personnel supplémentaire non plus pour effectuer les tâches

de ménage ou pour assurer plus efficacement le service à la cantine. La situation finit même par être totalement ubuesque : il est ainsi recommandé de laisser un mètre entre les élèves et, si cela n'est pas possible de laisser... le plus d'espace possible. Autrement dit, rien ne change.

Le gouvernement ne se préoccupe de l'éducation de la jeunesse que dans ses discours.

Aline Rétesse

Lycée Angela-Davis

Les cours n'ont pas repris le lundi 2 novembre au lycée Angela-Davis, à La Plaine-Saint-Denis. Les enseignants étaient ulcérés, autant par la suppression du temps de concertation que par les conditions de la rentrée.

La veille, le personnel avait reçu les consignes sanitaires de la direction, qui précisait que les cours devaient se tenir en classe entière, jusqu'à 35 élèves. Les toilettes n'étaient accessibles aux élèves qu'entre midi et 14 heures. Ils devaient rester dans leurs salles de cours pendant les récréations, des salles qu'il est bien difficile d'aérer puisque la plupart des fenêtres ne s'ouvrent pas!

L'assemblée générale du matin s'est achevée par la minute de silence, organisée dans la cour du lycée par les grévistes, en présence des élèves. La direction refusant les masques gratuits et les embauches réclamés par les grévistes et les parents d'élèves, la grève était reconduite le mardi.

Collège Arche-Guédon

Lundi 2 novembre, au collège Arche-Guédon de Torcy, en Seine-et-Marne, 27 enseignants sont passés outre le refus de l'inspection académique et se sont retrouvés de 8 h 30 à 10 h 30, pour réfléchir à la façon d'aborder l'horreur de l'attentat avec les élèves, mais aussi pour élaborer un nouveau protocole sanitaire. Des parents d'élèves ont envoyé des messages de soutien.

Ces deux heures d'échange étaient indispensables. Tout le monde est secoué par l'assassinat de Samuel Paty, qui enseignait au collège au début des années 2000; et tout le monde est inquiet pour sa santé et

celle de ses proches.

La deuxième heure a été consacrée à élaborer collectivement un nouveau protocole : une salle par classe et récréations décalées, pour éviter le brassage de 25 classes à chaque heure, lingettes désinfectantes, distribution de deux masques par jour, davantage de surveillants pour rendre possible ce protocole... Quand la principale a repris le discours officiel selon lequel les élèves seraient « *moins contaminants puisque leurs parents sont désormais en télétravail* », certains ont relevé le mensonge : les parents d'élèves sont aides-soignants, éboueurs, agents d'entretien, caissières, livreurs, ouvriers... c'est-à-dire des travailleurs en première ligne face au Covid. Devant la menace de droit de retrait ou de grève pour le lendemain, la direction a fait son possible pour que le nouveau protocole entre en vigueur dès le lendemain matin.

Lycée Liberté

La plupart des enseignants du lycée Liberté de Romainville étaient émus et choqués par le choix du ministère et du gouvernement de réduire à la portion congrue le moment d'hommage à Samuel Paty et de supprimer tout temps de concertation sur ce sujet comme sur celui du protocole sanitaire à mettre en place. Dans ce lycée des métiers de la santé, de nombreux professionnels sont bien placés pour savoir à quel point les mesures mises en place jusque-là sont insuffisantes.

Le refus de la direction d'accorder deux heures de discussion a entraîné la grève, imposant de fait le temps de discussion que tous jugeaient indispensable, tous, sauf le ministre et le gouvernement!



Mobilisation des enseignants du lycée Liberté.

Lycée Paul-Éluard

Rien n'est prévu dans ce lycée de Saint-Denis, de plus de 1900 élèves et près de 400 adultes, pour assurer la sécurité sanitaire. Aussi, dès dimanche soir 1^{er} novembre, une cinquantaine d'enseignants se sont concertés en visioconférence, la moitié votant le principe de la grève pour le lendemain. Mais, le lundi matin, ils étaient devancés par les élèves qui bloquaient le lycée et manifestaient pour dénoncer cette rentrée. Les élèves, tout comme les enseignants, exigent que les classes soient divisées en demi-groupe pour éviter l'entassement dans des salles exigües et réclament aussi de meilleures conditions sanitaires à la cantine.

La journée de rentrée a finalement été banalisée et les enseignants ont pu se concerter, à la fois sur l'hommage à Samuel Paty et sur le protocole sanitaire, qu'il reste à imposer au rectorat.

Lycée Dorian

Dès 8h30 le 2 novembre, une cinquantaine d'enseignants du lycée Dorian, à

Paris se sont réunis et ont pris le temps de discuter de la situation créée par la barbarie terroriste, mais aussi par les amalgames entre musulmans ou migrants et terroristes, et sur la façon d'en discuter avec les élèves.

L'autre partie de la réunion a été consacrée aux conditions sanitaires. Impossible de respecter une quelconque distanciation dans des classes comptant jusqu'à 35 élèves, ainsi qu'à la cantine. De la même façon, impossible pour les collègues agents d'entretien d'assurer, sans personnel supplémentaire, à la fois le nettoyage et la désinfection des locaux. À l'unanimité, les participants ont donc décidé, après la minute de silence, de consacrer le reste de la journée à la mise au point d'un fonctionnement plus sûr pour la sécurité sanitaire des élèves et du personnel, qui a finalement été accepté par la direction de l'établissement.

À l'issue de la journée, un dédoublement des classes pré-bac, dont les effectifs sont nombreux, était mis en place, en alternant les cours en classe et à distance. Les agents d'entretien réclament aussi quatre

embauches, nécessaires pour assurer le protocole minimum de nettoyage et de désinfection, ainsi que des lingettes pour qu'élèves et professeurs puissent participer à la désinfection des salles.

Collège Évariste-Galois

Au collège Évariste-Galois de Sevrans, en Seine-Saint-Denis, la colère est montée à l'annonce des revirements du ministre. Avant le début des cours, plus d'une vingtaine d'enseignants se sont réunis et ont décidé de débrayer à partir de 10 heures du matin.

Après avoir communiqué avec les parents et la direction, les grévistes ont pu se réunir pour échanger sur l'assassinat de Samuel Paty, réfléchir à l'organisation d'un véritable temps d'hommage et proposer la mise en place d'un protocole sanitaire qui assurerait véritablement la sécurité des élèves et du personnel. Ils ont ainsi démontré leur capacité à organiser le bon fonctionnement de leur établissement.

Correspondants LO

Chômage : une catastrophe sociale en marche

Le chômage connaît une accélération dramatique depuis le déclenchement de la crise sanitaire. Les chiffres officiels de Pôle emploi indiquent que le total des inscrits, en métropole et outre-mer, atteint 6,7 millions de chômeurs, un triste record. Près de quatre millions de ces chômeurs sont en catégorie A, n'ayant exercé aucune activité dans le mois.

C'est particulièrement ce dernier chiffre qui est en train d'exploser, puisque de nombreux salariés intermittents n'ont plus aucune mission, plus aucun contrat. Ils s'ajoutent à tous ceux qui sont licenciés.

Le rythme des plans de licenciements est près de trois fois plus élevé qu'en 2019. Les conséquences sont catastrophiques. Seul un chômeur sur deux inscrits à Pôle emploi est indemnisé au titre de l'assurance chômage, et la moitié des chômeurs indemnisés gagnent moins de 1 073 euros brut. Quant aux trois millions de

chômeurs non indemnisés, ils basculent vers les allocations ou le RSA, d'un montant encore plus faible.

Tous les indicateurs sociaux sont au rouge. Les demandes de RSA ont augmenté de plus de 10 % dans la plupart des départements, y compris Paris. Les associations humanitaires croulent sous les demandes. Les files d'attente de repas voient arriver des profils inconnus jusque-là : artisans, professionnels du tourisme, salariés anciennement en CDI. Dans bon nombre d'unions locales ou de Bourses du travail, les militants syndicaux

voient affluer des demandes d'aide pour des dossiers de licenciement.

Valérie Pécresse, présidente LR de la région Île-de-France dont toute la carrière est au service des nantis, franciliens ou d'ailleurs, prédit, effarée, que le pire est à venir : « *On est dans l'œil du cyclone. [...] Depuis le mois de mars, 57 000 emplois sont menacés par des plans sociaux, chez Safran, Valeo, ADP, Airbus, Sanofi... Il y a aussi un risque de faillite pour 30 % des cafés, hôtels, restaurants, c'est un vrai choc.* »

Oui, le pire est à venir, indépendamment de la question sanitaire car, dans l'ensemble des décisions économiques, sanitaires, sociales, la sauvegarde du profit l'emporte sur toute autre considération, contre l'intérêt général. Tout banquier

sait qu'il aggrave la crise en refusant d'accorder un délai de paiement à un petit entrepreneur pris à la gorge et en le condamnant à la faillite. Tout patron sait qu'il aggrave la crise en licenciant, préventivement ou non, des salariés, en fermant une usine, en condamnant une ville ou une région. Mais aucun capitaliste ne sacrifiera une part de son profit, même dans l'intérêt du système dans son ensemble.

Il faut imposer que tout individu en âge de travailler dispose d'un emploi

utile et d'un salaire décent. Les besoins sont immenses dans de nombreux secteurs : santé, transport, éducation, construction de logements... Le travail doit être réparti entre tous, et cela à l'échelle de la société, sans aucune baisse de salaire. Il faut pour cela puiser dans les profits accumulés de la classe capitaliste, sous menace d'expropriation, pour réparer les dégâts qu'elle occasionne. C'est la seule alternative à la paupérisation générale du monde du travail.

Christian Bernac



J.C. TARDIVON MAXPPP

Chômage partiel de longue durée : faux semblants et réalités

Depuis des mois, de multiples accords collectifs sur le chômage partiel de longue durée ont été signés dans les entreprises, présentés à tort et hypocritement par les employeurs comme une protection de l'emploi pour les salariés.

En réalité, cette protection d'emploi n'existe pas, même inscrite dans les accords collectifs d'entreprise ou de branche. Tout d'abord l'employeur est toujours resté « maître chez lui », comme la loi lui en reconnaît le droit. Il lui suffit de proclamer la nécessité pour l'entreprise de mettre en route des licenciements économiques. Une seule contrainte a été instituée dans le premier décret édicté par le gouvernement : en cas de licenciement pendant la période couverte par cet accord collectif, l'employeur devait rembourser les sommes allouées par l'État. Ce n'était pas rien, car l'État

s'engageait à rembourser aux entreprises 100 % des sommes versées aux salariés, soit 84 % du salaire net. C'est sur ces bases qu'un accord de branche avait été conclu pour toute la métallurgie à l'été 2020.

Cependant l'accord était jugé encore trop contraignant par les patrons. Le 30 septembre, le gouvernement a donc promulgué un nouveau décret. Dorénavant, les employeurs peuvent licencier même au cours d'un accord collectif de chômage partiel de longue durée prévoyant des garanties d'emploi. Ils n'ont pas à rembourser quoi que ce soit à l'État et peuvent se

contenter de déclarer que les perspectives d'activité se sont dégradées par rapport à celles prévues dans l'accord collectif.

Puis une succession de décrets sont parus, qui prolongent jusqu'au 1er janvier 2021 la durée de prise en charge à 100 % par l'État, des sommes payées aux salariés pour l'indemnisation des périodes de chômage partiel, dans le cadre d'accords collectifs.

L'engagement écrit garantissant l'emploi jusqu'à une date définie ne représente pas une protection réelle. Ce n'est qu'une promesse en l'air de l'employeur, dont il faut être conscient. Les travailleurs doivent avant tout compter sur leur vigilance et leur mobilisation pour défendre emploi et salaire.

Paul Sorel

Aide alimentaire : ça ne suffira pas

La crise économique et sanitaire a entraîné en quelques mois une aggravation brutale de la misère. Le ministre de la Santé, Olivier Véran, a reconnu que le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire en France était passé de 5,5 millions en 2019 à 8 millions aujourd'hui, soit environ un habitant sur huit.

Les queues s'allongent devant les locaux d'associations caritatives, Restos du cœur, Secours populaire, Croix-Rouge et autres, qui distribuent des produits alimentaires que les plus pauvres ne

peuvent plus payer. La situation est à un point tel que leurs responsables s'angoissent à l'idée de ne plus pouvoir les aider.

Dans ces conditions, l'augmentation annoncée de l'aide alimentaire financée par les fonds européens, de 870 millions d'euros pour la période 2021-2027, permettra tout au plus pour un temps de pallier la pénurie qui menaçait car, selon ces associations, des milliers de personnes sont passées d'une situation critique à une situation catastrophique.

M. L.



EST ECLAIR

Eure-et-Loir : misère en hausse

Comme dans bien des régions du pays, les associations caritatives d'Eure-et-Loir constatent un accroissement des demandes d'aide. Le Secours populaire du département fait ainsi état d'une augmentation de 20 % des personnes faisant appel à lui depuis le début du confinement au printemps. Cela concerne des personnes qui n'étaient jamais venues dans ses locaux, mais certaines qui

s'en étaient sorties et ne venaient plus sont aussi de retour. Le constat est à peu près le même du côté du Secours catholique ou des Restos du cœur. De son côté, le conseil départemental a enregistré une hausse de 6 % des bénéficiaires du RSA et s'attend à ce que cette hausse se poursuive dans les prochains mois. Le progrès social en marche !

Correspondant LO

États-Unis : l'élection présidentielle et ce qu'elle traduit

Le 4 novembre, l'élection présidentielle américaine était encore indécise. On sait que, dans cette grande et très relative démocratie, le président n'est pas élu au suffrage direct, mais par un collège de grands électeurs élus État par État, collège qui se réunira en décembre. Ce système ajoute à l'incertitude.

ainsi bénéficié du concours de cette institution pour coiffer au poteau son concurrent démocrate Al Gore, qui avait obtenu plus de voix que lui.

En tout cas, alors que tous les sondages annonçaient une vague démocrate et un Trump largement distancé, le résultat restait incertain. En 2016, il l'avait emporté avec quelque 63 millions de voix (46%); d'après les premières tendances, il en obtiendrait au moins 70 millions cette fois-ci, avec il est vrai une plus grande participation. Celle-ci, traditionnellement basse aux États-Unis, atteindrait cette fois deux tiers des inscrits. Dans certains États-pivots industriels, traditionnellement démocrates et que Trump avait emportés en 2016, comme la Pennsylvanie, le Michigan ou le Wisconsin, il était encore en mesure de l'emporter, alors que tous les bulletins n'étaient pas dépouillés.

Trump et ce qu'il exprime

Joe Biden – ce politicien lisse membre de l'establishment depuis près de cinquante ans – ne pouvait pas

susciter l'enthousiasme, surtout parmi les classes populaires, victimes des crises sanitaire et économique. Mais ce que montrent aussi les résultats est que l'élection de Trump en 2016 n'était pas un feu de paille. Toute une partie de la population, les entrepreneurs, commerçants, artisans, fermiers, etc., a vu ses impôts baisser et peut s'estimer satisfaite. Et puis la popularité de Trump reflète des tendances politiques de fond, en même temps qu'elle les alimente : la peur de la paupérisation de nombreux travailleurs, en tout cas parmi les Blancs, le repli individualiste, le chauvinisme, peut-être aussi la xénophobie et le racisme, alimentés par Trump comme dérivatifs à ces peurs.

En juin dernier, des dizaines de millions d'Américains ont manifesté contre le racisme et les violences policières. Mais des dizaines de millions d'autres ne l'ont pas fait, et certains ont à l'inverse exprimé leur soutien à la police, la loi et l'ordre. Les milices d'extrême droite, qui se sont manifestées ces dernières semaines, sont évidemment une petite minorité,

mais ce qu'elles expriment traverse toute la société. Et, que Trump reste finalement à la Maison-Blanche ou pas, ses succès électoraux et la base politique qu'ils traduisent montrent que la population et la classe ouvrière elle-même sont divisées, entre Américains et migrants, entre Blancs et Noirs, etc. Ces divisions sont lourdes de menaces pour tous les travailleurs.

Il est commun, parmi les journalistes et les responsables politiques, en France et en Europe, de se gausser de la stupidité et de la grossièreté de Trump, et il y a en effet de quoi. En même temps, les votes pour ce démagogue expriment un courant réel et des idées réactionnaires bien présentes dans l'opinion. Elles ne sont pas spécifiques aux États-Unis, comme on le voit avec les différents courants de droite et d'extrême droite qui se manifestent de ce côté-ci de l'Atlantique. Pour opposer une digue au danger qu'ils représentent, il faudra bien autre chose que des politiciens bourgeois à la Biden... ou à la Macron.

Michel Bondelet

JONATHAN DRAKE REUTERS



File d'électeurs en Caroline du Nord.

Dans la plupart des États, la répartition des grands électeurs se fait selon le principe du « winner takes all » (le gagnant prend tout) : le vainqueur dans un État, même avec une marge étroite, emporte tous les grands électeurs de celui-ci, soit par exemple 55 en Californie, 38 au Texas, etc. Certains États votent toujours démocrate, d'autres votent toujours républicain, et la campagne se focalise surtout sur une demi-douzaine d'États-pivots, où le scrutin est indécis.

Des modalités différentes suivant les États

Par ailleurs, dans chaque État, le nombre de grands électeurs correspond à la somme du nombre de représentants et de sénateurs au Congrès. Or, si le nombre de représentants est proportionnel à la population, tous les États ont deux sénateurs, quelle que soit leur population : le Wyoming (580 000 habitants) en a autant que la

Californie (39,5 millions). Le système des grands électeurs avantage donc les États peu peuplés. Les républicains, plus forts dans les États ruraux, sont donc avantagés par rapport aux démocrates. C'est ainsi qu'en 2016 Trump l'avait emporté tout en ayant recueilli trois millions de voix de moins que Clinton à l'échelle des États-Unis.

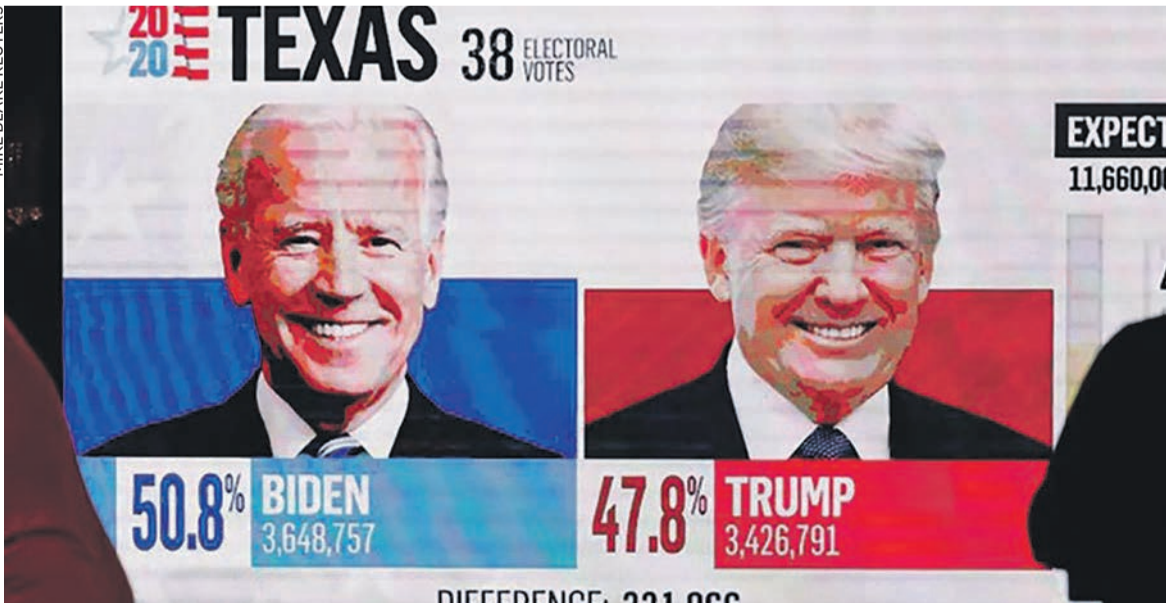
Une autre incertitude tient au fait que le scrutin est organisé dans chaque État selon des modalités spécifiques; certains États acceptaient les bulletins par correspondance reçus jusqu'au 6 novembre, soit trois jours après le scrutin. Chaque État doit donc compter et recompter ses voix, surtout dans un scrutin serré comme celui-ci. Ces décomptes relèvent parfois moins de la seule arithmétique électorale que de la bataille politique et juridique. C'est en tout cas le calcul que semble faire Trump, en annonçant qu'il va saisir la Cour suprême. En 2000, George W. Bush avait



BELGA IMAGES

Le 1^{er} juin aux abords de la Maison Blanche.

MIKE BLAKE REUTERS



En cours de dépouillement.

Cercle Léon Trotsky

La réunion du Cercle Léon Trotsky, prévue le 14 novembre, ne pouvant se tenir en raison du reconfinement, **une vidéo d'analyse** du résultat des élections américaines et des tensions politiques qui marquent cette année de crise économique profonde sera disponible

sur le site de Lutte ouvrière le samedi 7 novembre à partir de 14 heures.

Le texte de la conférence, qui aurait dû avoir lieu le 14 novembre, sera publié ultérieurement sur notre site et sous forme de brochure.

Bonne écoute et bonne lecture !

La crise et ses répercussions politiques

Au moins onze millions d'emplois détruits cette année, près de quarante millions de personnes dépendant de l'aide alimentaire, dix millions de contaminations par le coronavirus ayant entraîné à ce jour plus de 230 000 décès : telle est la situation dans laquelle se débat la population américaine au moment des élections.

La pandémie a durement frappé les couches populaires: Noirs, immigrés, travailleurs dans les secteurs industriels, l'agriculture ou les petits boulots. Au niveau fédéral, la démagogie d'un Trump, tout à sa campagne électorale, a abouti à l'immobilisme, et même à saper les efforts des autorités locales pour freiner l'épidémie.

Du choc sanitaire au choc économique

Le choc sanitaire a été le catalyseur de la crise économique qui s'est accélérée au printemps dernier. Un ralentissement économique était déjà en cours depuis plusieurs années, à peine masqué par la spéculation boursière qui faisait monter les cours de la Bourse à Wall Street. Les cadeaux fiscaux de Trump, qui a baissé l'impôt sur les bénéfices des entreprises de 35 à 21% en 2017, n'ont fait qu'accroître la masse de capitaux attirés par la seule activité financière et accélérer la crise.

Le premier réflexe du patronat aux mois de mars et d'avril a été de licencier massivement: entre 30 et 40 millions de travailleurs ont alors été précipités au chômage, dont le taux officiel a été multiplié par 3,5 en deux mois!

Il a ensuite baissé, mais en octobre on comptait chaque semaine entre 750 000 et un million de nouvelles inscriptions au chômage.

En catastrophe, des mesures d'aide ont été prises pour les chômeurs et les ménages. Mais cela n'a pas empêché les queues pour l'aide alimentaire de se former partout dans le pays. La crainte de perdre son logement s'est répandue, comme lors de la crise précédente, il y a douze ans.

L'aide de l'État fédéral et de la Fed, la banque centrale, a été principalement dirigée vers le grand patronat. Pour l'aider à sauver ses profits, 2 000 milliards ont été débloqués rapidement: pour cela, les démocrates et les républicains ont mis de côté leurs querelles et leur rivalité pour le pouvoir. Même Trump s'est entendu avec une des femmes qu'il hait le plus, la présidente de la Chambre des représentants à majorité démocrate, pour que ce plan soit voté en mars dernier.

Les répercussions politiques de la crise sociale

Révoltés par la brutalité policière répétée envers les Noirs, des millions d'Américains ont participé à des



Un camp de personnes sans abri à Oakland, près de San Francisco.

manifestations antiracistes cette année. La mort de George Floyd, un Noir étouffé par le genou d'un policier blanc en mai dernier, filmée par des passants horrifiés, y a été pour beaucoup. Ce n'était pas la première fois qu'un meurtre raciste faisait l'objet de telles vidéos. Mais dans un contexte social de plus en plus tendu, elle a entraîné des manifestations contre le racisme qui ont duré tout l'été.

Face à cette mobilisation, des bandes d'extrême droite armées ont paradé démonstrativement en soutien aux forces anti-émeutes de la police pour «nettoyer les rues», entraînant des confrontations qui ont déjà fait quelques morts.

Toute la présidence de Trump a été marquée par le nationalisme, par un racisme à peine dissimulé visant à accentuer les divisions, par la démagogie anti-immigrés, le sexisme, la bigoterie religieuse, l'anticommunisme, encourageant les préjugés réactionnaires de larges couches de la population qui constituent son socle électoral. L'extrême droite y a aussi trouvé un vivier pour recruter, et elle ne se contentera peut-être pas de servir de force d'appoint à Trump et aux républicains.

Les tensions politiques ont jusqu'à présent été largement canalisées par la campagne électorale. À l'avenir, elles prendront peut-être

d'autres formes, d'autant plus brutales que le capitalisme en crise bouleverse la vie de tant de gens. C'est pourquoi attribuer toute la responsabilité de la situation catastrophique au seul Trump, comme l'ont fait les démocrates pour faire élire Biden, revient à cacher les causes réelles de la crise: l'avidité d'une bourgeoisie qui précipite le monde du travail vers l'abîme.

C'est cette bourgeoisie qu'il faudra renverser si les travailleurs ne veulent pas subir l'exploitation, le chômage et la pauvreté, en y étant contraints par un État brutal et raciste, voire par la menace de milices armées fascistes.

Lucien Déroit

Crise pétrolière: les emplois consumés

Lundi 2 novembre, après avoir déjà reculé de 10% la semaine précédente, les cours mondiaux du pétrole enregistraient une nouvelle chute, les ramenant au niveau du mois de mai dernier.

Avec la deuxième vague de Coronavirus et l'aggravation prévisible de la crise économique, les spéculateurs anticipent une nouvelle baisse de la demande mondiale et tirent les prix à la baisse. Mais, dans le secteur pétrolier, la crise se combine avec la guerre commerciale que se livrent trois acteurs principaux, l'Arabie saoudite, la Russie et les producteurs de pétrole de schiste aux États-Unis. Cette guerre se déroule sur fond de surproduction mondiale chronique et est bien antérieure à l'épidémie.

Selon une étude, 20% – un million – des cinq millions d'emplois que le secteur pétrolier compte à l'échelle de la planète sont condamnés dans les mois qui viennent. 100 000 travailleurs auraient déjà perdu leur emploi. Aux

États-Unis, des centaines de petits producteurs de pétrole de schiste, dont la production n'est pas rentable à moins de 50 dollars le baril, sont à bout de souffle.

La plupart des grandes compagnies pétrolières n'en ont pas moins choisi de maintenir les milliards de dividendes promis aux actionnaires. Elles ont pour cela emprunté sur les marchés financiers et elles réduisent leurs coûts. Ainsi, British Petroleum a décidé de verser 7 milliards de dollars de dividendes après avoir annoncé en juin la suppression de 10 000 emplois; Chevron, la deuxième compagnie pétrolière américaine, prévoit de supprimer 6 000 emplois; le français Total, 3 000 dans sa filiale Hutchinson, 150 à Grandpuits en France et,

d'après le directeur de Total, sans doute 10% des effectifs des sièges.

Les compagnies pétrolières ont de plus toutes revu à la baisse, en moyenne de 20%, leurs investissements dans l'exploration de nouveaux champs, entraînant une cascade de suppressions d'emplois dans la sous-traitance. Ainsi, Schlumberger, multinationale américaine

qui vend aux compagnies services et équipements, supprime un quart de ses effectifs dans le monde, 21 000 emplois. Le français Vallourec en supprime 900 aux États-Unis. CGG, parapétrolier spécialisé dans l'exploration et dont le siège est à Massy dans l'Essonne, y supprime 100 emplois de plus, ramenant l'effectif à 270 alors qu'il était de 900 en 2015. En Europe,

200 entreprises, essentiellement britanniques et norvégiennes, sous-traitantes des grandes compagnies pétrolières, sont menacées par la crise.

Les crises économiques sont l'occasion pour les plus forts des capitalistes de concentrer un peu plus les secteurs qu'ils dominent. Elles sont aussi l'occasion de réorienter plus vite leur capital, en laissant tomber ce qui est moins rentable. Ainsi les grands groupes pétroliers, sans abandonner le pétrole, investissent aussi dans les énergies renouvelables et, surtout, dans le gaz naturel. Total et BP, qui avaient déjà des programmes en ce sens, ont décidé d'aller plus vite. Il s'agit pour eux de garantir les dividendes des actionnaires. Ni l'emploi des travailleurs, ni l'avenir de la planète n'entrent en ligne de compte.

Serge Benham



En France, des salariés manifestent contre les licenciements chez Total.

Pologne : les femmes en lutte

La colère continue de se manifester en Pologne, suite à la décision du gouvernement polonais, le 22 octobre, de déclarer non constitutionnelle l'une des trois possibilités d'avorter, celle bénéficiant aux femmes enceintes d'un fœtus présentant des malformations graves et irréversibles.

Il ne restera donc plus, comme cas permettant d'avorter, que le viol, l'inceste, ou un risque de décès de la mère durant la grossesse. Mercredi 28 octobre, une journée de grève a été très suivie, et les manifestations ont rassemblé 460 000 personnes. Vendredi 30 octobre, une manifestation de 100 000 personnes a eu lieu à Varsovie. Il est

notable que la colère touche aussi de petites villes, même dans les régions de l'est et du sud, plus rurales et conservatrices, où le PiS, le parti réactionnaire au pouvoir, a traditionnellement de bons résultats. À plusieurs reprises, les manifestations s'en sont prises à des églises, où des graffitis ont été inscrits, voire où des manifestants ont pénétré avec des

pancartes.

C'est à juste titre que les manifestants désignent l'Église comme responsable de cette décision, car celle de Pologne est une des plus réactionnaires qui soient, déversant des discours hystériques sur les femmes qui avortent, mais aussi celles qui utilisent la contraception, celles qui divorcent, etc. Lorsque le pape a récemment envisagé de reconnaître l'union civile pour les couples homosexuels, l'épiscopat polonais a déclaré que les prises de position du pape ne correspondaient pas à la doctrine de l'Église.

À la suite de ces irrup-



« Le choix appartient aux femmes. »

tions dans les églises, et surtout de ce mouvement de protestation massif, le vieux dirigeant du PiS, Kaczynski, récemment promu vice-Premier ministre, a déclaré qu'il s'agissait « d'une attaque ayant pour but de détruire la Pologne ». Ses

termes, « c'est la guerre », sont aussi ceux des slogans que manifestantes et manifestants clament dans les rues. Et il n'est pas dit que ce gouvernement réactionnaire gagne cette épreuve de force.

Nelly Meyer

Algérie : référendum, un camouflet pour le pouvoir

En Algérie, le 1^{er} novembre, sur les vingt-quatre millions d'électeurs, seuls six millions ont participé au référendum sur la révision de la Constitution censée poser les bases d'une Algérie nouvelle.

Si le oui l'a emporté à 66,8%, le fait marquant de ce scrutin est le taux d'abstention de plus de 75%.

Cette abstention constitue un désaveu cinglant pour le président de la République Mohammed Tebboune, en quête de légitimité depuis son élection de décembre 2019. Ses promesses d'améliorer le niveau de vie des classes populaires et de nouer le dialogue avec les partisans du Hirak, le mouvement de contestation né

en février 2019, lui avaient permis à l'époque de rallier 40% des électeurs, qui aspiraient à une certaine stabilité.

Un an plus tard, cette révision est apparue comme un simple ravalement de façade, qui protège les tenants du système. Profitant de la pandémie, le pouvoir a tenté de liquider les libertés de manifester et de s'exprimer dans l'espace public qu'avait imposées le mouvement de l'an dernier.

La répression à l'égard des militants et l'interdiction des meetings ont réduit les débats. Hormis les islamistes, qui appelaient à voter non au référendum, la plupart des forces politiques dites démocratiques ont appelé au boycott. Si ces forces s'opposent au pouvoir et prétendent incarner les aspirations qui se sont exprimées lors du Hirak, elles ne veulent pas mettre en question les intérêts de la bourgeoisie algérienne.

Les classes populaires, confrontées à l'inflation, au chômage de masse, se sont détournées de cette mascarade électorale.

En même temps, elles constatent que, si le Hirak a conduit à la démission de Bouteflika, l'oppression et la corruption, elles, n'ont pas disparu. Les travailleurs subissent toujours la loi patronale et doivent lutter sans répit pour obtenir leur salaire et imposer le droit de s'organiser dans un syndicat.

Pendant une année, le mouvement de contestation qui a secoué le pays est allé de rejet en rejet : celui du cinquième mandat de Bouteflika, de la prolongation du quatrième mandat, le rejet de l'élection présidentielle du 4 juillet 2019,

puis de celle de décembre. Le camouflet infligé au pouvoir à travers cette abstention massive constitue un énième rejet.

Tout cela est significatif des sentiments des travailleurs et des classes populaires à l'égard du pouvoir et de ce « système » contre lequel le Hirak s'est dressé. Et, alors qu'ils sont touchés de plein fouet par la crise, il est urgent que ce rejet se transforme en une conscience claire des objectifs pour lesquels ils ont à lutter et pour lesquels ils devront s'organiser en tant que classe.

Leïla Wahda

7 novembre 1917 : le pouvoir ouvrier en Russie

Il y a 103 ans, dans la nuit du 25 au 26 octobre 1917, selon le calendrier alors en vigueur dans la Russie des tsars (7 au 8 novembre 1917), le comité militaire révolutionnaire, présidé par Léon Trotsky, donnait le coup d'envoi de la révolution d'Octobre. Le gouvernement de Kerenski était renversé.

L'action de cette nuit-là est aujourd'hui présentée par tous les adversaires de la révolution ouvrière et du communisme – ils sont nombreux – comme un coup d'État. Mais cette révolution était devenue possible, parce qu'en 1917 des millions d'hommes, de femmes, d'ouvriers, de paysans s'étaient mis en mouvement pendant des mois. L'existence d'un parti ouvrier révolutionnaire capable d'agir dans une telle situation ouvrait une voie à la révolution ouvrière, et même à la révolution mondiale.

À ceux qui ne veulent voir dans la révolution que « destruction, cruauté, désordre et chaos », Trotsky

rétorquait en 1921 : « Il y a dans la révolution quelque chose de grand ; elle éveille à la vie des millions d'hommes dans les masses populaires arriérées, elle les arme pour de grands buts politiques, elle suscite en eux l'énergie en sommeil. Voilà pourquoi la révolution accomplit des miracles. »

La révolution russe, née du chaos de la Première Guerre mondiale, allait soulever les espoirs et l'enthousiasme des travailleurs dans le monde entier. Elle entraîna la rupture de millions d'ouvriers avec le réformisme des partis socialistes. Là où il n'y avait pas de syndicats ouvriers, elle les fit naître. Elle fit même

basculer des organisations religieuses dans le camp de la révolution prolétarienne. Partout, elle accéléra la prise de conscience du fait que les travailleurs peuvent changer le monde, pas seulement dans leur propre pays mais dans le monde entier ; une prise de conscience d'autant plus aiguë qu'elle touchait des soldats qui désespéraient dans la boue des tranchées, ou des ouvrières qui n'en pouvaient plus de fabriquer cartouches et obus destinés à la guerre pour des salaires de famine.

Une telle révolution ouvrière menaçait les intérêts des bourgeois du monde entier ne pouvait que susciter des réactions d'hostilité. Elle eut donc droit de la part de ses adversaires, en plus des interventions militaires directes, à des torrents de boue, de mensonges et de falsifications, tant était



La prise du Palais d'hiver dans le film *Octobre* d'Eisenstein.

grande, pour les profiteurs et les parasites qui les entourent, la crainte d'un monde sans exploitation ; une crainte et des mensonges qui n'ont pas cessé de s'exprimer depuis.

Le pouvoir ouvrier allait finalement être victime de la pression de l'impérialisme et de la

bureaucratie stalinienne qui allait se développer en son sein. Les leçons de la révolution demeurent, sur la capacité de la classe ouvrière, si elle se mobilise contre ses oppresseurs, à en finir avec un système capitaliste chaque jour plus menaçant.

Jacques Fontenoy

Côte d'Ivoire : les fauteurs de guerre civile

L'élection présidentielle du 31 octobre en Côte d'Ivoire a donné lieu à des affrontements dans lesquels, selon l'opposition, une trentaine de personnes ont perdu la vie. C'est le résultat de plusieurs mois de campagne au cours desquels les principaux prétendants ont tout fait pour entraîner la population dans des heurts sanglants.

L'actuel président, Alassane Ouattara, a été proclamé élu avec 94% des voix. Il ne devait pas se représenter et avait lui-même révisé la Constitution en 2016 pour limiter à deux le nombre de mandats présidentiels, ce qui l'excluait du prochain scrutin. Son Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, devait lui succéder pour préserver les intérêts du clan. Tout était donc prévu, sauf la mort subite de Coulibaly, victime d'un infarctus le 8 juillet dernier. Ouattara a alors invoqué un cas de force majeure pour se présenter.

Les leaders de l'opposition, Henri Konan Bédié et Pascal Affi N'Guessan, ont aussitôt crié à l'imposture et appelé au boycott actif de ces élections, sans pour autant retirer leur candidature. Le 31 octobre, ils ont appelé leurs partisans à empêcher physiquement la tenue du vote. Le pouvoir avait de son côté déployé 35 000 policiers, gendarmes et militaires pour que le scrutin se tienne envers et contre tout.

De nombreux habitants d'Abidjan, la capitale

économique, avaient préféré quitter la ville à la veille du scrutin. Ceux qui ne sont pas partis ont souvent fait le choix de rester chez eux et de ne pas aller voter, que ce soit par crainte des violences ou pour suivre l'appel de l'opposition. Certains bureaux de vote n'ont pas pu ouvrir, isolés par des barricades tenues par des jeunes. Dans d'autres, c'est le matériel électoral qui avait été dérobé. Quant aux bureaux ouverts malgré tout, beaucoup sont restés pratiquement déserts.

Cela n'a pas empêché Alassane Ouattara, au soir des élections, de se déclarer satisfait de la tenue du scrutin, où la participation aurait été de 54%. L'opposition de son côté déclarait que ces élections ne valaient rien et affirmait que la participation n'avait été que de 10%. Elle appelait à une « transition civile » et à de nouvelles élections. Tout cela a un air de déjà-vu et laisse augurer le pire.

Depuis plus de vingt ans, la rivalité de ces principaux prétendants pour accéder à la mangeoire gouvernementale a régulièrement abouti



Un bureau de vote à Abidjan.

à des affrontements meurtriers. Ils se sont opposés, réconciliés, puis à nouveau désunis et, dans ce combat motivé par leurs seuls intérêts, ils n'ont jamais hésité à jeter une partie de la population contre l'autre et à susciter des haines tenaces en son sein.

À la mort de Félix Houphouët-Boigny en 1993, Alassane Ouattara était Premier ministre et Henri Konan Bédié président de l'Assemblée nationale. Pour triompher de son rival dans la course à la succession, Konan Bédié avait lancé le concept d'ivoirité, qui exigeait d'un candidat à la présidence qu'il soit né de père et de mère de nationalité ivoirienne, ce qui n'était pas le cas d'Ouattara. Cette discrimination fit des ravages lorsque, aux élections de 1999, Ouattara fut interdit de candidature et qu'un ancien opposant à Houphouët-Boigny, Laurent Gbagbo, devint président.

La guerre civile déclenchée peu après aboutit à la partition du pays, le Nord étant tenu par les bandes

armées de Ouattara et le Sud restant aux mains de Gbagbo. Dans les deux camps, les massacres de populations civiles furent la règle, tout comme l'utilisation des rivalités interethniques. Les élections opposant Laurent Gbagbo à Alassane Ouattara en 2010, censées mettre fin au conflit, se conclurent par un massacre où 3 000 personnes perdirent la vie, notamment à Abidjan. Ouattara ne l'emporta finalement que grâce au soutien de l'armée française qui, depuis le début était de fait l'arbitre de cette guerre civile.

Aujourd'hui, on retrouve les mêmes : Ouattara, Konan Bédié, et Affi N'Guessan, lui-même ancien Premier ministre de Gbagbo. Il faut y ajouter Gbagbo lui-même et Guillaume Soro, cet ancien chef des Forces nouvelles pro-Ouattara pendant la guerre civile, dont on ne compte plus les exactions. Tous deux sont en exil et ont vu leur candidature invalidée, mais ils ne se privent pas pour autant de mobiliser leurs partisans au pays et ont

rejoint le camp des opposants au troisième mandat de Ouattara.

Tout cela se fait sous l'œil attentif du gouvernement français, dont Ouattara, comme l'opposition, sollicite le soutien. La Côte d'Ivoire est depuis l'indépendance la tête de pont de l'impérialisme français en Afrique de l'Ouest. Les capitalistes français, comme Bouygues ou Bolloré, y jouissent d'une situation privilégiée, et tous les candidats aspirent aujourd'hui à les servir, comme ils l'ont toujours fait, en même temps qu'ils tiennent à se servir eux-mêmes.

Tous ces candidats au pouvoir ont maintes fois montré comment ils menaient leurs combats pour l'accès aux richesses avec le sang des travailleurs, et s'entendaient à les dresser les uns contre les autres, ethnie contre ethnie. Tous sont les ennemis mortels du monde du travail, qui ne peut leur opposer que son unité et sa lutte autour de ses objectifs de classe.

Daniel Mescla

Mali : intervention militaire sans issue

La ministre française des Armées, Florence Parly, a annoncé lors de sa visite au Mali lundi 2 novembre que 60 djihadistes avaient été tués par l'armée française fin octobre. Elle s'est vantée « d'un coup significatif porté à un groupe terroriste affilié à Al-Qaïda ».

Selon l'état-major, l'opération a donné lieu à une importante concentration de moyens militaires afin d'anéantir une colonne de djihadistes à moto : Mirages 2000, commandos des forces spéciales, drones tueurs. On peut supposer que cette armada a été mobilisée pour tirer dans le tas, et rien ne dit que parmi ses victimes ne figurent pas, à côté des djihadistes, des civils maliens. Ce ne serait pas la première fois. Le 1er septembre, un civil avait été tué et deux autres blessés par un militaire de la force Barkhane, dans un bus qui ne s'arrêtait pas à ses

sommations.

En juin dernier, la ministre employait presque les mêmes mots pour qualifier l'exécution par l'armée française du chef djihadiste Abdelmalek Droukdel. À l'en croire, les groupes djihadistes n'en finissent pas d'être démantelés. Dans la réalité, d'autres prennent simplement leur place.

Ces groupes contrôlent toute une partie du pays. En octobre, ils ont ainsi occupé pendant trois semaines un village de 3 000 habitants, Farabougou, après y avoir tué six habitants et en avoir kidnappé neuf autres. Quant aux méthodes de l'armée

maliennne, elles sont restées les mêmes. Elle s'en est prise fin octobre au village peul de Libbé dans une opération de représailles. On y a retrouvé une quinzaine de corps et des habitations incendiées. Ces exactions, semblables à

celles des djihadistes, fournissent à ceux-ci plus de combattants que l'armée française ne peut en tuer.

Florence Parly s'est bien sûr gardée d'évoquer le sujet avec ses interlocuteurs du nouveau gouvernement

malien. Elle était juste venue s'assurer qu'ils continueraient à mener la guerre, avec les méthodes qui leur conviennent, pour sauvegarder les intérêts de l'impérialisme français.

D. M.



Barkhane au Mali.

Macron, Véran : les pinocchio de l'hôpital

Dans son allocution du mercredi 28 octobre, Macron a fait feu de tout bois pour expliquer qu'il était obligé de reconfiner le pays, mais que tout avait été fait en temps et en heure pour affronter cette seconde vague. Selon lui, il y avait plus de personnel formé, plus de lits de réanimation et on n'avait jamais testé autant.

Le ministre de la Santé Olivier Véran n'était pas en reste sur le thème « l'hôpital est plus solide qu'au printemps ». Mais les chiffres avancés sont largement contestables, voire faux.

Selon Macron, il y aurait « près de 7000 infirmiers et médecins pour pouvoir travailler en réanimation... un effort colossal de formation a été fait ». Mais quand Véran parle de soignants supplémentaires, il ne cite que le chiffre de 750 professionnels en Île-de-France, qui représente près de 20% de la population française, et ne dit rien pour l'ensemble du pays. Sur le terrain, l'ensemble des professionnels, directeurs d'hôpitaux, responsables des ARS (agences régionales de santé) et les intéressés eux-mêmes (médecins, infirmiers et personnel de santé) disent au contraire qu'on manque partout d'effectifs et que l'hôpital fonctionne en flux tendu.

En ce qui concerne « l'ef-

fort colossal de formation », on est dans le même flou. Des responsables hospitaliers parlent de formation au rabais, « 14 heures de formation théorique au titre de la formation professionnelle », et le ministère de la Santé doit reconnaître des « formations assez sommaires, en une semaine alors qu'il faut entre six et douze mois de pratique pour être mobilisable ». Et les directeurs d'hôpitaux n'hésitent pas à faire appel à des élèves-infirmiers en cours d'études.

C'est la même chose pour les lits de réanimation. Macron a annoncé que leur nombre sera doublé, passant à 10000. Véran, lui, annonce qu'on a déjà augmenté de 5000 à 5800. Mais le diable est dans les détails et on s'aperçoit que, derrière ces chiffres, on mélange allègrement lits de réanimation, lits de soins intensifs et lits de surveillance, car Santé publique France ne fait plus de distinction dans



FREDERIC DIDES SIPA

ses bilans. En 2019, le pays comptait au total 5000 lits en réanimation, 6000 en soins intensifs et plus de 8000 en surveillance continue. Alors, Macron peut bien rebaptiser lits de réanimation des lits de soins intensifs ou de surveillance, et essayer de faire croire que tous les malades seront accueillis et soignés le mieux possible, c'est doublement un mensonge. Tout d'abord parce que le personnel formé pour entourer les malades dans ces lits manque, et ensuite parce que tous ces lits rebaptisés « réanimation Covid » sont autant de lits qui n'accueillent plus les

malades présentant d'autres pathologies, maladies cardiaques, cancers, etc.

C'est là une autre conséquence dramatique de la situation dans les hôpitaux. Depuis le début de la pandémie, pour accueillir les malades Covid, des opérations ont été déprogrammées, des maladies non dépistées et des traitements non initiés. C'est le cas des infarctus du myocarde, mal pris en charge à domicile et responsables d'une mortalité accrue; c'est aussi le cas des cancers non dépistés.

L'institut Gustave-Roussy, centre de référence pour les cancers, estime que d'ici

2025 on comptera 4000 à 8000 décès supplémentaires liés aux conséquences de la seule première vague. Avec la seconde, la même chose en pire se profile. Macron a dû l'admettre au cours de son allocution du 28 octobre, expliquant qu'on n'avait pas d'autre choix que de « déprogrammer... des opérations du cœur ou du cancer, parfois les mêmes qui avaient dû être décalées au printemps ». Il constate, il justifie, mais il continue à dire que son gouvernement a tout fait, et même mieux que ses voisins européens. Cela ne peut tromper personne.

Cédric Duval



Nos lecteurs écrivent

Au travail, la logique du profit crée les clusters



Dans l'industrie automobile.

Bien des salariés savent par expérience que, si le travail devait se faire exactement selon les consignes données, il pourrait difficilement se faire dans les temps exigés par l'employeur.

En réalité, pour respecter les cadences imposées, les travailleurs sont incités, de fait, à ne pas respecter l'ensemble des consignes, qui ne sont là que pour couvrir la responsabilité du patron. Car l'employeur comme la maîtrise sont très souvent, pour ne pas dire toujours, au courant de cela. Le risque, pour ceux qui respectent les rythmes

de travail pour ne pas subir de remontrances, voire de sanctions, est de s'exposer à des accidents du travail ou des maladies professionnelles. Lorsqu'un incident ou un accident se produit, l'employeur se réfugie derrière les consignes données (et non respectées) pour faire supporter la faute au salarié. C'est hypocrite, mais c'est le résultat de la logique de la rentabilité et de la dictature patronale.

Il en va de même avec l'épidémie actuelle. Les consignes sanitaires imposées officiellement dégradent considérablement

les conditions de travail. Et le dilemme pour les travailleurs reste le même : respecter les consignes ou les rythmes imposés et tenir la rentabilité, ou bien préserver sa santé.

Par ailleurs, le traçage nécessaire pour casser les chaînes de contamination nécessite que la personne infectée précise si elle s'est retrouvée dans des situations à risque avec d'autres personnes. Si cela peut se faire aisément dans le cadre de la famille ou entre amis, il en est tout autrement dans le monde de l'entreprise. Il est avéré que certains salariés préfèrent ne pas signaler leur état de santé, pour ne pas être accusés, eux ou leurs collègues, de gêner la production, au risque de rejoindre tous ceux qui ont perdu leur emploi dans cette période de chômage endémique. Cela aussi, l'employeur le sait parfaitement.

Alors, on ne peut pas faire confiance aux patrons pour mettre en œuvre les mesures de prévention du risque lié à la propagation du virus. Dans ces

conditions, on peut penser que les clusters en entreprise sont sous-représentés dans les statistiques, et que la dictature patronale est

même un vecteur important de la propagation du virus.

Un lecteur, inspecteur du travail

PSA Poissy : un patron averti

Les onze travailleurs du nettoyage de l'atelier Peinture de l'usine PSA Poissy ont changé d'employeur, passant de Derichebourg à ISS. En lisant leur nouveau contrat de travail, ils se sont aperçus qu'il leur manquait des primes, dont pour certains le 13^e mois.

À cela s'ajoutait une inquiétude sur les emplois, car leur nouvel employeur, ISS logistique et production, a un plan de licenciements en cours. Lundi 2 novembre, les travailleurs concernés se sont réunis dans une salle de pause une demi-heure avant leur prise de poste. Ils ont décidé de ne pas prendre le travail tant qu'ils n'auraient pas de garantie sur le maintien de tous les emplois et le maintien de tous les salaires avec toutes les primes. La

grève était votée à l'unanimité et les revendications mises par écrit.

Au bout de cinq heures de grève, la direction d'ISS a proposé un texte écrit indiquant que ces travailleurs n'étaient pas concernés par le plan de licenciements chez ISS, que tous les salariés étaient repris dans le cadre de la convention collective de la propreté, censée maintenir l'emploi et la rémunération, et que les heures de grève étaient payées.

C'est donc en ayant obtenu la garantie du maintien de tous les postes que les travailleurs se sont de nouveau réunis et ont voté la reprise du travail, satisfaits d'avoir réagi et d'avoir averti qu'ils seront vigilants sur les prochaines fiches de paye.

Correspondant LO

Hôpital Pitié-Salpêtrière - Paris : à l'heure de la deuxième vague, le manque de lits...

À l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, les hospitalisations pour Covid se sont multipliées dès la semaine du 26 octobre.

Les médecins pensaient pouvoir se contenter de transformer une ou deux salles de leur service en salles Covid, avec l'idée de répartir les patients de cette deuxième vague entre les services. Mais le nombre de patients à hospitaliser a tellement augmenté qu'il a fallu aller bien au-delà des prévisions.

Entre le 23 et le 30 octobre, la capacité des lits dédiés au Covid, réanimation et hospitalisation, a été doublée, passant de 109 à 202 lits. Les transformations de services continuent. Les lits des patients sortants sont bloqués et les patients restants sont transférés à un autre étage. Dès qu'une salle est ainsi libérée, elle se remplit de patients Covid.

Parfois même, on n'attend pas et elle se remplit petit à petit de patients mis en isolement type «porteur d'une bactérie hautement résistante». À charge au personnel de tout faire pour que les autres malades ne soient pas contaminés.

Les opérations non urgentes ont été en partie déprogrammées. Certaines consultations ferment totalement ou en partie, avec la mise en place de la téléconsultation.

Le service des Urgences a de nouveau installé une tente pour essayer de distinguer les patients Covid des non Covid. Les fameux lits d'aval, c'est-à-dire ceux réservés aux patients venant des Urgences dans un service donné, en Médecine

interne par exemple, font maintenant défaut, car consacrés au Covid.

Ainsi, l'hôpital de semaine du service de neuro-oncologie a donc été transformé en lits d'aval pour les urgences non Covid. Les patients habituels de cet hôpital de semaine seront traités dans l'hôpital de jour du service, mais les places vont manquer, car celui-ci est déjà surchargé et le personnel n'a pas été recruté pour faire face à cette situation.

La plupart des services sont maintenant dans cette situation. Les patients habituellement traités vont l'être, mais soit dans d'autres structures, soit avec du retard. Les cadres échafaudent des plans pour inventer des endroits où installer des fauteuils d'hôpital de jour. Les patients viendraient la journée et



repartiraient le soir, quitte à revenir le lendemain pour certains. L'hébergement dans les hôtels proches a même été envisagé.

Tout cela met encore une fois en évidence le manque de lits dans les hôpitaux. En 1991 il y avait 2400 lits

à la Pitié-Salpêtrière. Aujourd'hui, il y en a 1600. La différence, ce sont autant de lits qui manquent pour accueillir les patients Covid en plus des autres, faisant perdre à tous des chances d'être bien soignés.

Correspondant LO

... et le manque de personnel

Les effectifs sont insuffisants depuis longtemps à l'hôpital et rien n'a été fait depuis la première vague pour y remédier. Aujourd'hui, aucun renfort n'est possible puisque toutes les régions et tous les hôpitaux sont dans le même cas.

La fatigue, après l'énergie mise en œuvre au printemps, n'est pas résorbée car il a fallu depuis rattraper le retard de soins pour les autres patients. Cette deuxième vague arrive donc comme une catastrophe annoncée. Les patients Covid sont pris en charge sans personnel supplémentaire, alors même qu'ils demandent souvent plus de soins et surtout plus de surveillance. Les ratios soignants/patients ne sont plus ceux du printemps

où, avec le renfort, en hospitalisation ils étaient en moyenne d'une infirmière et une aide-soignante pour six patients. Maintenant, c'est plutôt pour dix patients, parfois plus.

Quelques infirmières ont été prétendument formées à la réanimation : entre deux ou quinze jours pour certaines, mais sans stage sur le terrain, alors qu'il faut plusieurs mois pour devenir opérationnelle. Un pseudo-diplôme d'aide-soignante a été

donné après quinze jours de formation, au lieu des dix mois normalement requis. C'est la réponse pleine de mépris des directions hospitalières au problème du manque de personnel qu'elles ont elles-mêmes créé. Les élèves des écoles de cadres, d'infirmières de bloc et d'infirmières anesthésistes ont tous été récupérés en renfort par les services, et la direction n'est pas loin de faire de même pour les élèves-infirmiers.

Mais, au-delà de la question de ces formations, l'hôpital pourrait tout simplement embaucher des brancardiers, des courriers, des secrétaires, des logisticiens, et un personnel

Indre-et-Loire : vaccin antigrippal, une pénurie choquante

À la date du 23 octobre, alors que la campagne de vaccination contre la grippe avait débuté depuis un peu plus d'une semaine, 90% des pharmacies du département d'Indre-et-Loire étaient en rupture de stock de vaccin antigrippal.

Des personnes âgées qui ont reçu un courrier de la caisse d'assurance maladie pour aller chercher leur vaccin ne pourront pas y avoir accès

avant plusieurs semaines. Comme si l'intérêt accru porté aux vaccins n'était pas prévisible, en cette période où le Covid19 préoccupe tout le monde, les plus âgés et fragiles en particulier.

Si gouverner c'est prévoir, alors les gouvernants actuels comme ceux qui dirigent les entreprises pharmaceutiques en sont bien incapables.

Correspondant LO

nombreux qui, même sans diplôme particulier, pourrait soulager dans l'immédiat le quotidien de tous les hospitaliers.

En attendant, le personnel n'échappe pas au virus, et ceux testés positifs et qui ont des symptômes sont priés de se mettre en arrêt maladie une semaine. Ceux qui sont positifs mais n'ont aucun symptôme sont priés de venir travailler. Quant à ceux qui sont cas contacts avérés mais asymptomatiques, ils ne sont même plus testés à l'hôpital, le laboratoire de virologie étant totalement submergé.

Les congés ont été en partie supprimés et ceux de Noël ne sont pas loin de l'être. Et personne n'a envie de dire merci aux maigres compensations financières

annoncées.

Même si l'ambiance est plutôt à l'abattement, parmi le personnel, beaucoup commencent à dire haut et fort qu'ils en ont assez de devoir jouer aux héros dans de telles conditions.

Les politiques de santé des différents gouvernements sont directement responsables de l'état des hôpitaux et de la dégradation des conditions de travail de tous les hospitaliers. Il faudra que la colère s'exprime, et plusieurs hôpitaux sont déjà le théâtre de mouvements de protestation, comme à Lyon ou à Toulouse. C'est la généralisation de telles luttes qui permettra aux travailleurs des hôpitaux de sortir la tête hors de l'eau.

Correspondant LO



À l'hôpital de la Croix-Rousse, à Lyon, en février dernier.

Nokia : contre des promesses, les salariés ne lâchent pas !

Vendredi 23 octobre, la direction de Nokia a annoncé une révision de son plan de suppression d'emplois. Sur les 1 233 suppressions de postes du PSE d'Alcatel-Lucent International, filiale de Nokia, annoncées en juin, 247 seraient annulées.

Il y aurait donc 162 annulations à Lannion, dans les Côtes-d'Armor, et 85 à Nozay, dans l'Essonne. Mais, même si Bruno Le Maire parle d'avancée significative, « qui semble confirmer la volonté de Nokia de privilégier en priorité la France pour ses activités de recherche et développement », le compte n'y est pas. La méfiance est unanime devant ce qui ressemble encore trop à de fausses promesses. Mais, surtout, il resterait encore 986 suppressions d'emplois, avec des licenciements programmés pour le printemps 2021.

La direction saupoudre quelques autres promesses. Elle parle ainsi de la création d'un centre d'excellence en cybersécurité dans les télécoms, avec 112 emplois, dont 97 à Lannion et 15 à Nozay. Au moment du rachat d'Alcatel, Nokia avait déjà promis une activité de ce genre, parmi d'autres, mais elle n'a jamais été mise en place. À l'époque c'était

une promesse, jamais tenue, aujourd'hui, c'est juste un vague projet.

Tous les salariés mesurent d'ailleurs la valeur des promesses de Nokia, à commencer par les centaines de jeunes embauchés ces trois dernières années par des directeurs qui leur ont promis un avenir radieux dans les nouvelles technologies. Ils leur cachaient l'arrivée d'un plan dont ils connaissaient l'existence depuis 2018 pour l'avoir eux-mêmes préparé !

D'après la presse, cette annonce s'accompagnerait d'une nouvelle aide gouvernementale de 28 millions d'euros. Mais ce point est secret, comme d'ailleurs toutes les relations entre le gouvernement et Nokia. Ces millions s'ajoutent aux 280 millions d'euros identifiés par l'expert des syndicats, qui ont été versés, depuis le rachat d'Alcatel-Lucent par Nokia en 2015, principalement en crédit d'impôt recherche. Il

faut encore ajouter que, le 20 octobre, Nokia annonçait avoir remporté un appel d'offres lancé par la Nasa pour installer la téléphonie mobile sur la Lune. Trois jours après, la firme confirmait 1 000 suppressions de postes !

Évidemment, l'annonce sur la révision du PSE a été regardée de près par les salariés, surtout à Lannion qui menaçait de fermer, car le plan initial prévoyait de diviser les effectifs par deux, soit 400 postes en moins, et c'est ce site qui regagne le plus d'emplois. La mobilisation de toute la ville, les manifestations, la forte journée de grève du 19 octobre ont de manière évidente joué.

À Nozay, les salariés ont déjà manifesté quatre fois depuis juillet, dont deux fois à Paris, chaque fois à plusieurs centaines. Il est maintenant prévu de se retrouver en assemblée générale tous les jeudis pour relancer la mobilisation. Malgré la dispersion due au télétravail quasi général, la direction n'en a pas fini avec eux.

Correspondant LO



Sodexo, Elixor, Celio, Gap : non aux licenciements

Pas une semaine ne passe sans ses annonces de licenciements. Sodexo, numéro 2 mondial de la restauration collective, vient d'annoncer 2 083 suppressions de postes, quelques semaines après son concurrent Elixor qui supprime 1 888 emplois.

Dans le domaine de l'habillement, Celio annonce, lui, la fermeture de 102 magasins en France, et la suppression de 383 emplois, alors que Gap fermerait tous ses magasins en Europe d'ici l'été 2021.

Ces entreprises déclarent perdre de l'argent suite à la crise du coronavirus. Dans la restauration collective, beaucoup de salariés ne mangent plus au restaurant d'entreprise à cause du chômage partiel, ou du télétravail, ou par peur d'attraper le virus. Dans le prêt-à-porter, la crise ne date pas d'hier : plusieurs enseignes avaient annoncé des fermetures de magasins ces dernières années, mais l'arrêt des ventes en magasin pendant le confinement a entraîné la baisse de chiffre d'affaires, qui risque d'être accentuée pendant le deuxième confinement.

Mais toutes ces entreprises appartiennent à de grands groupes, qui ont fait des bénéfices ces dernières années et qui auraient les moyens de continuer à payer leurs salariés. En 2019, Sodexo annonçait 665 millions de bénéfices. Quant aux fondateurs de

Celio, ils figurent au classement des 500 premières fortunes de France, avec une fortune estimée autour de 300 millions d'euros. Pour les capitalistes, la règle est claire : quand les affaires vont bien, ils encaissent le plus de profits possible, et quand cela va moins bien, ils n'en sacrifient rien et font payer les travailleurs. S'ils prévoient que le marché de la restauration collective, ou celui de l'habillement, va continuer à se réduire avec l'approfondissement de la crise, ils préfèrent retirer leur argent pour le mettre ailleurs.

Face à la crise sanitaire, l'État a multiplié les aides de toutes sortes au patronat, qui sont allées principalement aux grands groupes, ce qui permet aux grandes fortunes de se maintenir, et même de continuer à croître.

L'argent existe pour préserver les emplois et les salaires. Mais seules des luttes massives des travailleurs pourront leur permettre d'aller le chercher là où il est, dans les caisses des grands actionnaires.

Hélène Comte



À Lannion.

SNCF - Austerlitz : grève des conducteurs de manœuvre

Vendredi 30 octobre, les conducteurs qui acheminent les trains Corail du chantier de Masséna à la gare d'Austerlitz se sont mis en grève reconductible pour demander 200 euros d'augmentation par mois et une prime de 600 euros en compensation de l'effort collectif demandé cet été, dû à la crise sanitaire mais surtout au sous-effectif.

Depuis plusieurs années, le sous-effectif a plusieurs conséquences. D'abord, la dégradation des conditions de travail s'est accentuée, avec des refus de congé, des repos décalés... De plus, comme il n'y a pratiquement pas d'embauches, il n'y a plus de formation pour devenir conducteur de ligne, ce qui supprime toute perspective

d'évolution salariale.

Le 30 octobre, malgré le confinement, plus de 80 % des conducteurs de manœuvre, sur un effectif de 68, étaient en grève. Vu la mobilisation, la direction s'est déplacée sur le site pour les rencontrer, dans le but de « discuter sans pression », et a proposé une réunion avec les délégués syndicaux. La

grève a été votée jusqu'au lundi, puis reconduite en attente de la réunion du mardi 3 novembre.

Avec le confinement, la direction a par ailleurs modifié son plan de transport et supprimé 75 % des trains Corail, limitant ainsi les effets de la grève. Le mardi, elle a réuni les délégués, en vidéo et sur place. Les agents

de manœuvre présents ont envahi la salle de réunion et la direction a annoncé l'embauche de six agents supplémentaires, mais rien sur les primes et augmentations de salaire demandées. Les conducteurs, pas démoralisés, se disent prêts à reprendre la grève dès que le trafic reprendra.

Correspondant LO

Carrefour-Bio c'Bon : c'est bon surtout pour les actionnaires

Après sa mise en redressement judiciaire début septembre, l'enseigne de produits alimentaires Bio c' Bon vient d'être reprise par le groupe Carrefour.

Si la chaîne bio était bien en faillite, elle a suscité très rapidement les convoitises non seulement de ses concurrents directs, Bio-coop et La vie claire, mais aussi de plusieurs enseignes de la grande distribution, à savoir Auchan, Casino et Carrefour, auxquels s'est ajouté le principal actionnaire de la chaîne de surgelés Picard.

Car, pour les capitalistes de la grande distribution, le bio c'est en effet tout bon. Ils couvrent déjà, à eux seuls,

près de la moitié du chiffre d'affaires réalisé dans le bio. C'est un marché dont les ventes sont en augmentation de 20% par an depuis plusieurs années déjà, et où les marges bénéficiaires sont en moyenne plus du double de celles réalisées sur les produits classiques. Autrement dit : plus les produits sont diététiques, plus les marges sont grasses. Reprendre, à la barre du tribunal de commerce, une enseigne avec 122 magasins est pour les rapaces de la

grande distribution tout simplement une aubaine.

Pas étonnant donc que les candidats à la reprise se soient succédé devant les juges. Le tribunal a finalement choisi Carrefour. L'enseigne est déjà en possession d'une trentaine de magasins sous enseigne Carrefour Bio, en plus de ses rayons bio dans ses hypers et autres surfaces. Depuis 2019, Carrefour a déjà racheté 27 magasins bio d'enseignes régionales, tout en supprimant dans le même temps plusieurs milliers d'emplois dans ses magasins, bases logistiques et sièges sociaux.



PAGES JAUNES

1 037 travailleurs de Bio c' Bon, sur 1 350 encore à l'effectif, ont ainsi appris qu'ils seraient repris ou reclassés. Ils étaient près de 1 500 fin août, juste avant la mise en redressement judiciaire. C'est dire que, face

à leurs futurs exploités, ils ne peuvent compter que sur leur propre mobilisation et celle des travailleurs du groupe Carrefour pour préserver leurs emplois et leurs salaires.

Philippe Logier



Nos lecteurs écrivent **Lidl: le chiffre d'affaires avant la santé**

« Je travaille dans un magasin Lidl en Moselle, mais la situation est probablement la même dans bien des magasins du groupe.

À la veille du nouveau confinement, l'affluence a battu tous les records, mais rien n'avait été anticipé. À cette occasion, on a pu voir l'inutilité du dispositif de filtrage à l'entrée du magasin, censé passer au rouge lorsque l'affluence dépasse un client pour 6 m².

Ce système ne s'est jamais activé, alors que le magasin était bondé. Autant dire qu'il ne s'activera pas pendant la période qui vient et qu'on va à nouveau devoir faire face à une surcharge de travail.

D'autant qu'au niveau des embauches on fonctionne en sous-effectif permanent et que la plupart des nouveaux embauchés ne restent pas, vu les conditions de travail et la paye.

C'est la course au rendement permanente, course qui fait la fortune du patron de Lidl, devenu la plus grande fortune d'Allemagne avec ses 41,8 milliards d'euros.

Cette course doit continuer coûte que coûte, malgré la situation. Dans une réunion centrale avec les syndicats, la direction du groupe vient d'annoncer que les dotations des magasins en fleurs et autres produits

non alimentaires ne baisseront pas.

« Il y a un enjeu commercial très important. La période n'est pas la même qu'au printemps, les fêtes approchent, les magasins doivent offrir la meilleure offre possible. La direction surveille les ventes et prendra des dispositions si jamais les ventes s'effondraient. »

Derrière les belles paroles du gouvernement, c'est la vérité crue qui s'impose :

les enjeux commerciaux passent avant les enjeux sanitaires, les grands patrons de la distribution ayant les mains libres pour leur business, contrairement aux petits commerces qui doivent fermer. Tout cela au détriment de notre santé et de celle de la population. Pour se protéger de cette logique, une chose est claire : on ne pourra compter que sur nous-mêmes ! »

Une lectrice du journal

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Dépakine : Sanofi pas près de payer!

Lundi 2 novembre, les députés ont voté un amendement pour « inciter Sanofi à participer à l'indemnisation » des victimes de la Dépakine. Ils en sont réduits à supplier, un genou à terre, ce laboratoire qui nie depuis des années les dégâts qu'il a commis et refuse de verser le moindre centime pour réparer.

Médicament antiépileptique, la Dépakine a été commercialisée en 1967. Dès le début des années 1980, des études ont montré le risque de graves malformations neurologiques chez les enfants dont la mère avait été traitée avec ce médicament pendant sa grossesse. Vingt ans plus tard, dans les années 2000, le risque de troubles du développement intellectuel était révélé.

Il a pourtant fallu attendre 2006 pour que, dans la boîte du médicament, la notice déconseille l'utilisation pendant la grossesse, puis 2014 pour qu'elle indique clairement la gravité et la fréquence des redoutables effets secondaires.

C'est seulement depuis 2018 qu'est apparu sur les boîtes le pictogramme interdisant ce médicament pendant la grossesse.

Pendant des dizaines d'années, des dizaines de milliers de femmes ont donc continué à suivre ce traitement pendant leur grossesse et beaucoup ont vu apparaître chez leur enfant des malformations et des troubles qui n'auraient jamais dû être. Selon les estimations officielles, entre 16000 et 30000 enfants sont ainsi nés avec des malformations et des handicaps graves. Des dizaines de milliers de familles ont subi cette situation pour que le nombre de boîtes

vendues soit maintenu, voire augmenté!

Depuis des années, des associations de parents sont mobilisées, se battent, vont en justice. Mais c'est le pot de terre contre le pot de fer. Ainsi, et ce n'est qu'un exemple, quand en 2017, après dix années de batailles juridiques, Sanofi a été condamné à payer 3 millions d'euros à une famille victime de son antiépileptique, le jugement a été cassé, pas sur le fond mais sur la forme. Et le riche laboratoire aux 8 milliards de profits cette année-là n'a pas eu à verser un centime!

Depuis le début, Sanofi nie toute responsabilité. Le laboratoire affirme avoir informé en temps et en heure les autorités sanitaires, au fur et à mesure que les risques de la Dépakine pour les femmes enceintes étaient mis en évidence.

C'est au point que, quand l'Oniam, l'Office national



d'indemnisation des accidents médicaux, a publié les avis d'indemnisation des familles victimes en estimant la responsabilité de Sanofi à hauteur de 70 % et celle de l'État à 30 %, Sanofi a tout simplement dit non, et refusé de participer. La responsabilité du laboratoire étant établie, c'est l'Oniam qui paye pour indemniser les victimes; il lui revient ensuite de tenter d'obtenir en

justice le remboursement des sommes versées!

Sanofi continuant de traîner, les députés ont donc voté cet amendement pour « inciter Sanofi à participer à l'indemnisation », en relevant les pénalités qui pourraient lui être opposées. Voilà qui n'empêchera pas les actionnaires de Sanofi de continuer à faire de riches projets.

Sophie Gargan

BNP Paribas : crise et spéculation sont les mamelles de la finance

La banque BNP Paribas vient d'annoncer que son résultat net du troisième trimestre se montait à 1,9 milliard d'euros. Son conseil d'administration a affirmé son intention de verser des dividendes aux actionnaires cette année.

SHUTTERSTOCK



Ce résultat s'additionne au 1,3 milliard du premier trimestre et aux 2,3 du second. Certes, ces chiffres sont un peu en recul sur ceux de 2019, mais pas le produit net bancaire, c'est-à-dire l'équivalent de la valeur ajoutée, qui a légèrement augmenté de 0,6 % sur les trois trimestres.

En même temps, comme ses concurrents, BNP Paribas a procédé à des suppressions d'emplois. Cette contribution à la hausse du chômage, qu'elle appelle joliment « transformation digitale », lui permet de baisser ses frais de gestion

de presque 3 % cette année, en comparaison des trois premiers trimestres de 2019.

L'aggravation brutale de la crise économique et les incertitudes qu'elle fait peser sur l'avenir ont même offert à BNP Paribas un terrain encore plus vaste pour ses activités spéculatives. En un an, ses paris sur les variations de taux de change entre monnaies, ou sur les cours des matières premières, lui ont rapporté 36 % de plus.

La tendance à une spéculation accrue, pour compenser les hoquets et trous

d'air de l'économie, se retrouve chez les grandes banques américaines. La volatilité des cours de Bourse a permis à Morgan Stanley d'augmenter la profitabilité de cette activité d'un quart en un an. Goldman Sachs l'a quasiment doublée.

Sous l'effet de la crise, le capitalisme accentue son aspect financier. Loin d'être une issue à la catastrophe économique, que payent durement les classes populaires, c'est un pas en avant vers le gouffre.

Lucien Déroit

Loups gris : une dissolution en trompe l'œil

Mercredi 4 novembre, Castex et Darmanin devaient dissoudre les Loups gris, un groupe d'extrême droite turc, après des manifestations violentes dans la région de Lyon et à Dijon visant la communauté arménienne.

Depuis cet été, des groupes de 50 à 250 hommes d'origine turque, arborant le signe de ralliement des Loups gris, sont venus agresser à plusieurs reprises des rassemblements proarméniens. Le 28 octobre à Décines, dans la banlieue de Lyon, un monument commémorant le génocide arménien de 1915-1916 a été recouvert des sigles « RTE », pour Recep Tayyip Erdogan, et « Loup gris ».

Le même jour, une rixe violente avait opposé des manifestants pro-Arménie, près de Vienne en Isère, et

des Turcs de passage, favorables à l'engagement d'Erdogan au côté de l'Azerbaïdjan. En soirée, un défilé pro-Erdogan et pro-islam, avec bâtons et gros pétards, avait lieu à Décines, puis le lendemain encore à Dijon.

La reprise de la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie est utilisée par les organisations nationalistes, arméniennes ou turques, pour essayer de mobiliser ce qu'ils estiment être leur communauté. Les déclarations d'Erdogan contre Macron, après les derniers attentats et réactions

antimusulmanes qui ont suivi en France, attisent un peu plus les tensions.

Les Loups gris est le nom sous lequel est connue l'association de jeunesse du MHP, le Parti d'action nationaliste allié à l'AKP d'Erdogan. Ils ont été responsables, dans les années 1970-80, de l'assassinat de centaines, sinon de milliers de militants ouvriers, communistes ou de gauche, dans cette période où les travailleurs de Turquie étaient très mobilisés, ou encore de militants kurdes. Aujourd'hui, sous couvert d'activités culturelles, ils participent à la surveillance et l'encadrement, pour le compte du gouvernement turc, des travailleurs d'origine turque dans les pays où



Le monument tagué.

ils ont émigré.

La dissolution des Loups gris par le gouvernement Macron n'empêchera pas ces nervis réactionnaires et fascistes de prospérer, d'autant qu'il s'agit pour le gouvernement français, d'un geste dans son bras de

fer avec Erdogan.

Combattre la propagande fascisante des Loups gris ne peut être le fait que des travailleurs conscients, c'est-à-dire internationalistes, qu'ils soient turcs ou non.

Xavier Lachau